

PARLEMENT
DE LA
COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

SESSION 2023-2024

21 FÉVRIER 2024

PROJET DE DÉCRET

PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE L'ÉTAT FÉDÉRAL, LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE, LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE, LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE, LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE, LA RÉGION WALLONNE ET LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE VISANT À LA MODIFICATION DE L'ACCORD DE COOPÉRATION DU 14 JUILLET 2021 ENTRE L'ÉTAT FÉDÉRAL, LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE, LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE, LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE, LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE, LA RÉGION WALLONNE ET LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE CONCERNANT LE TRAITEMENT DES DONNÉES LIÉES AU CERTIFICAT COVID NUMÉRIQUE DE L'UE ET AU COVID SAFE TICKET, LE PLF ET LE TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL DES TRAVAILLEURS SALARIÉS ET DES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS VIVANT OU RÉSIDANT À L'ÉTRANGER QUI EFFECTUENT DES ACTIVITÉS EN BELGIQUE, TEL QUE MODIFIÉ PAR LES ACCORDS DE COOPÉRATION DU 27 SEPTEMBRE 2021 ET 28 OCTOBRE 2021

RÉSUMÉ

C'est dans une optique de ne pas compromettre la délivrance à la population belge des certificats de vaccination, de dépistage et de récupération de Covid-19 pour les voyages internationaux, qu'il a été acté d'approuver un accord de coopération d'exécution sur la base de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 apportant des modifications à ce même accord de coopération. Parallèlement, le présent processus est engagé pour que l'accord de coopération législatif et le décret portant assentiment à ce dernier, qui agira avec effet rétroactif et annulera l'accord de coopération exécutif approuvé en 1ère lecture le 9 juin 2023, soient publiés au Moniteur belge dans les meilleurs délais.

TABLE DES MATIÈRES

Exposé des motifs.....	3
Commentaire de l'article unique.....	5
Projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération législatif entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française visant à la modification de l'Accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, tel que modifié par les Accords de coopération du 27 septembre 2021 et 28 octobre 2021	6
Avant-projet de décret	8
Avis du Conseil d'Etat	10
Accord de coopération.....	29

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le 9 juin 2023, le Gouvernement approuvait en 1ère lecture l'avant-projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération législatif entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française visant à la modification de l'Accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, tel que modifié par les Accords de coopération du 27 septembre 2021 et 28 octobre 2021

Les règlements européens 2021/953 et 2021/954 autorisant la délivrance de certificats numériques EU COVID (ci-après : EU-DCC) cesseront de s'appliquer le 1er juillet 2023. Ces règlements permettent la délivrance de certificats de vaccination, de contrôle et de récupération COVID-19 requis pour les voyages internationaux. Bien que l'EU-DCC ne soit plus utilisé au sein de l'Union européenne, il existe encore plusieurs pays en dehors de l'UE qui exigent un certificat avant d'entrer sur leur territoire (note des Affaires étrangères - voir annexe). Il est à noter que le nombre de pays concernés a sensiblement diminué entre la première et la seconde lecture de ce texte. Au 28 août 2023, 9% des pays sondés par le SPF Affaires étrangères exigeaient encore un test négatif ou un certificat en règle.

En Belgique, cette réglementation est rendue opérationnelle par l'Accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française sur le traitement des données relatives au certificat numérique EU-COVID, le COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et indépendants vivant ou résidant à l'étranger et exerçant des activités en Belgique, tel que modifié par les accords de coopération du 27 septembre 2021 et du 28 octobre 2021. Les dispositions de l'Accord de coopération du 14 juillet 2021 concernant le DCC de l'UE régissent l'utilisation nationale (délivrance, vérification et acceptation) du DCC de l'UE. L'entrée en vigueur externe de ces dispositions est liée à l'entrée en vigueur externe des règlements européens 2021/953 et 2021/954 susmentionnés. Il importe de noter qu'il ne s'agit pas du Covid Safe Ticket. Les règles qui couvraient le CST ont expiré le 30 juin 2022.

C'est dans une optique de ne pas compromettre la délivrance à la population belge des certificats de vaccination, de dépistage et de récupération de Covid-19 pour les voyages internationaux, qu'il a été acté d'approuver un accord de coopération d'exécution sur la base de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 apportant des modifications à ce même accord de coopération. Parallèlement, le présent processus est engagé pour que l'accord de coopération législatif et le décret portant assentiment à ce dernier, qui agira avec effet rétroactif sur l'accord de coopération exécutif et l'annulera, soient publiés au Moniteur belge dans les meilleurs délais.

Les principales modifications apportées à l'accord de coopération initial du 14 juillet 2021 sont les suivantes :

- Ajouter « la création et la délivrance du certificat numérique EU-COVID pour faciliter la libre circulation à partir du 1er juillet 2023 » comme objectif pour lequel l'accord de coopération fournit une base juridique ;
- Remettre en vigueur les dispositions applicables pendant la période du 16 juin 2021 au 30 juin 2021 à partir du 1er juillet 2023 ;
- Découpler l'entrée en vigueur extra-légale de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 de l'entrée en vigueur extra-légale des règlements 2021/953 et 2021/954.

Comme indiqué précédemment, les processus législatifs de l'accord de coopération d'exécution et de l'accord de coopération législatif sont simultanés. Le contenu des deux accords de coopération est identique. L'accord de coopération législatif entrera en vigueur rétroactivement, abrogeant l'accord de coopération d'exécution et fournissant la base juridique définitive pour la délivrance des certificats Covid-19 pour les voyages internationaux.

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE UNIQUE

Article unique

Cet article confirme l'assentiment donné à l'accord repris en titre.

PROJET DE DÉCRET PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE COOPÉRATION LÉGISLATIF ENTRE L'ÉTAT FÉDÉRAL, LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE, LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE, LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE, LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE, LA RÉGION WALLONNE ET LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE VISANT À LA MODIFICATION DE L'ACCORD DE COOPÉRATION DU 14 JUILLET 2021 ENTRE L'ÉTAT FÉDÉRAL, LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE, LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE, LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE, LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE, LA RÉGION WALLONNE ET LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE CONCERNANT LE TRAITEMENT DES DONNÉES LIÉES AU CERTIFICAT COVID NUMÉRIQUE DE L'UE ET AU COVID SAFE TICKET, LE PLF ET LE TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL DES TRAVAILLEURS SALARIÉS ET DES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS VIVANT OU RÉSIDANT À L'ÉTRANGER QUI EFFECTUENT DES ACTIVITÉS EN BELGIQUE, TEL QUE MODIFIÉ PAR LES ACCORDS DE COOPÉRATION DU 27 SEPTEMBRE 2021 ET 28 OCTOBRE 2021

Le Gouvernement de la Communauté française,

Sur la proposition du Ministre-Président ;

Après délibération,

ARRÊTE :

Le Ministre-Président est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

Assentiment est donné à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française visant à la modification de l'Accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, tel que modifié par les Accords de coopération du 27 septembre 2021 et du 28 octobre 2021 annexé au présent projet de décret.

Bruxelles, le

Pour le Gouvernement de la Communauté française

Le Ministre-Président,

P.-Y. Jeholet

La Ministre de la Santé,

B. Linard

La Ministre des Hôpitaux universitaires,

F. Bertieaux

AVANT-PROJET DE DÉCRET

Avant-projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération législatif entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française visant à la modification de l'Accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, tel que modifié par les Accords de coopération du 27 septembre 2021 et 28 octobre 2021

Le Gouvernement de la Communauté française

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Relations intra-belges,

Après délibération,

ARRÊTE :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales, est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article 1^{er}

Assentiment est donné à l'accord de coopération législatif entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française visant à la modification de l'Accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des

activités en Belgique, tel que modifié par les Accords de coopération du 27 septembre 2021 et du 28 octobre 2021 annexé au présent projet de décret.

Art. 2.

Cet avant-projet de décret d'assentiment entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur Belge.

Bruxelles, le

**Pour le Gouvernement de la Communauté française
Le Ministre-Président, Ministre des Sports et de l'Enseignement de la
Promotion sociale**

Pierre-Yves JEHOLET

**La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture,
des Médias et des Droits des Femmes**

Bénédicte LINARD

**La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche
scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des
Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles**

Françoise BERTIAUX

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT



RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

advies 74.601/VR
van 7 december 2023

avis 74.601/VR
du 7 décembre 2023

over

sur

een voorontwerp van wet, vijf voorontwerpen van decreet en een voorontwerp van ordonnantie 'houdende instemming met het wetgevend samenwerkingsakkoord van XX XX 2023 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie strekkende tot wijziging van het Samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België, zoals gewijzigd door de Samenwerkingsakkoorden van 27 september 2021 en van 28 oktober 2021'

un avant-projet de loi, cinq avant-projets de décret et un avant-projet d'ordonnance 'portant assentiment à l'accord de coopération législatif de XX XX 2023 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française visant à la modification de l'Accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, tel que modifié par les Accords de coopération du 27 septembre 2021 et 28 octobre 2021'

Op 4 oktober 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Eerste Minister, de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, de Minister-president van de Vlaamse Regering, de Vlaamse minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin, de Minister-President van de Regering van het Waalse Gewest, de Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten van de Regering van het Waalse Gewest, de Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel van de Franse Gemeenschap, de Minister-President van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, de Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, Ruimtelijke Ordening en Huisvesting van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, de Voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Ministers, Leden van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, bevoegd voor Welzijn en Gezondheid, de Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapscommissie en de Minister, Lid van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Maatschappelijk Welzijn en Gezondheid, verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen* een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet, vijf voorontwerpen van decreet en een voorontwerp van ordonnantie 'houdende instemming met het wetgevend samenwerkingsakkoord van XX XX 2023 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie strekkende tot wijziging van het Samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België, zoals gewijzigd door de Samenwerkingsakkoorden van 27 september 2021 en van 28 oktober 2021'.

De voorontwerpen zijn door de verenigde kamers onderzocht op 23 november 2023. De verenigde kamers waren samengesteld uit Jeroen VAN NIEUWENHOVE, kamervoorzitter, voorzitter, Bernard BLERO, kamervoorzitter, Luc CAMBIER, Koen MUYLLE, Toon MOONEN en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Jan VELAERS en Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessoren, en Annemie GOOSSENS en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffiers.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, auditeur, en Pieter AERTGEERTS, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jeroen VAN NIEUWENHOVE, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 7 december 2023.

*

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85*bis*.

Le 4 octobre 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Premier Ministre, le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, le Ministre-Président du Gouvernement flamand, la Ministre flamande du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille, le Ministre-Président du Gouvernement de la Région wallonne, la Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes du Gouvernement de la Région wallonne, le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française, la Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits de Femmes du Gouvernement de la Communauté française, la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles du Gouvernement de la Communauté française, le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté germanophone, le Ministre de la Santé et des Affaires sociales, de l'Aménagement du territoire et du Logement du Gouvernement de la Communauté germanophone, le Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune, les Ministres, Membres du Collège de la Commission Communautaire commune, chargé de l'Action sociale et de la Santé, la Ministre-Présidente du Collège de la Commission Communautaire française et le Ministre, Membre du Collège de la Commission Communautaire française, chargé de l'Action sociale et de la santé, à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours *, sur un avant-projet de loi, cinq avant-projets de décret, un avant-projet d'ordonnance 'portant assentiment à l'accord de coopération législatif de XX XX 2023 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française visant à la modification de l'Accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, tel que modifié par les Accords de coopération du 27 septembre 2021 et 28 octobre 2021'.

Les avant-projets ont été examinés par les chambres réunies le 23 novembre 2023. Les chambres réunies étaient composées de Jeroen VAN NIEUWENHOVE, président de chambre, président, Bernard BLERO, président de chambre, Luc CAMBIER, Koen MUYLLE, Toon MOONEN et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Jan VELAERS et Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseurs, et Annemie GOOSSENS et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffiers.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur, et Pieter AERTGEERTS, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Jeroen VAN NIEUWENHOVE, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 7 décembre 2023.

*

* Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85bis.

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond¹, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

*

STREKKING VAN HET VOORONTWERP

2.1. De voor advies voorgelegde voorontwerpen van wet, decreet en ordonnantie strekken tot het verlenen van instemming met het samenwerkingsakkoord van 29 september 2023 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie ‘streckende tot wijziging van het Samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België, zoals gewijzigd door de Samenwerkingsakkoorden van 27 september 2021 en van 28 oktober 2021’.

Het voormelde samenwerkingsakkoord herneemt de bepalingen van het uitvoerend samenwerkingsakkoord van 23 juni 2023 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie ‘streckende tot wijziging van het Samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België, zoals gewijzigd door de Samenwerkingsakkoorden van 27 september 2021 en van 28 oktober 2021’, dat in werking is getreden op 1 juli 2023.

¹ Aangezien het om voorontwerpen van wet, decreet en ordonnantie gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

De aanleiding voor het voormelde uitvoerend samenwerkingsakkoord vormde de buitenwerkingtreding van de verordeningen (EU) 2021/953² en (EU) 2021/954.³ De buitenwerkingtreding van de bepalingen van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 over de afgifte, verificatie en aanvaarding van het digitaal EU-COVID-certificaat werd immers gekoppeld aan de buitenwerkingtreding van die verordeningen op 30 juni 2023. Het uitvoerend samenwerkingsakkoord bepaalde daarom dat de bepalingen over het digitaal EU-COVID-certificaat die uitwerking hadden in de periode van 16 juni 2021 tot en met 30 juni 2021 (de periode voorafgaand aan de inwerkingtreding van de voormelde verordeningen) opnieuw uitwerking hebben met ingang van 1 juli 2023.

2.2. Artikel 1 van het samenwerkingsakkoord van 29 september 2023 vult in artikel 2, § 1, van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie 'betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België' de lijst aan van doelstellingen van de erin geregelde verwerking van persoonsgegevens. Meer in het bijzonder wordt er voorzien in een rechtsgrond voor de verwerking van persoonsgegevens die nodig zijn voor de opmaak en afgifte van het digitaal EU-COVID-certificaat teneinde het vrije verkeer tijdens de COVID-19-pandemie te faciliteren vanaf 1 juli 2023.

Artikel 2 wijzigt artikel 3, §§ 1 tot 6, van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, teneinde te bepalen dat deze bepalingen (over de vaccinatie-, test- en herstelcertificaten) verder uitwerking hebben met ingang van 1 juli 2023, dus ook na de buitenwerkingtreding van verordening (EU) 2021/953.

Artikel 3 wijzigt artikel 7, § 1, van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, teneinde te bepalen dat de opdracht aan het agentschap Digitaal Vlaanderen om de betrokkenen inzage en toegang te geven in een officiële vorm tot hun vaccinatie- en testgegevens, verder uitwerking heeft met ingang van 1 juli 2023, dus ook na de buitenwerkingtreding van verordening (EU) 2021/953.

Artikel 4 brengt enkele wijzigingen aan in het temporele toepassingsgebied van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021. Zo krijgen de artikelen 1, § 2, 3, 9, 10, §§ 1 tot 3, en 14, § 1, van dat samenwerkingsakkoord opnieuw uitwerking met ingang van 1 juli 2023. Voorts wordt de buitenwerkingtreding van de bepalingen van titel I tot III, van de paragrafen 1, 4 en 5 van artikel 14 (titel V) en van titel VI van dat samenwerkingsakkoord niet langer gekoppeld aan de buitenwerkingtreding van de verordeningen (EU) 2021/953 en (EU) 2021/954, maar aan de datum

² Verordening (EU) 2021/953 van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2021 'betreffende een kader voor de afgifte, verificatie en aanvaarding van interoperabele COVID-19-vaccinatie-, test- en herstelcertificaten (digitaal EU-COVID-certificaat) teneinde het vrije verkeer tijdens de COVID-19-pandemie te faciliteren'.

³ Verordening (EU) 2021/954 van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2021 'betreffende een kader voor de afgifte, verificatie en aanvaarding van interoperabele COVID-19-vaccinatie-, test- en herstelcertificaten (digitaal EU-COVID-certificaat) ten aanzien van onderdanen van derde landen die legaal op het grondgebied van de lidstaten verblijven of wonen tijdens de COVID-19-pandemie'.

die de partijen bij dat samenwerkingsakkoord bepalen bij een uitvoerend samenwerkingsakkoord. De bepalingen van titel IV en van de paragrafen 2 en 3 van artikel 14 (titel V) van het voormelde samenwerkingsakkoord treden buiten werking op 30 juni 2022.

Overeenkomstig artikel 5 treedt het samenwerkingsakkoord van 29 september 2023 in werking op (lees: heeft het uitwerking met ingang van) 1 juli 2023.

BEVOEGDHEID

3. De partijen bij het wijzigende samenwerkingsakkoord zijn dezelfde partijen als die bij het te wijzigen samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021. In de adviezen 69.730/VR tot 69.736/VR van 9 juli 2021 over de voorontwerpen van instemmingsteksten bij het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 werd over de bevoegdheid van de partijen bij dat samenwerkingsakkoord het volgende uiteengezet:

“Voorliggend samenwerkingsakkoord heeft betrekking op drie vormen van verwerking van persoonsgegevens: die met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat en het Covid Safe Ticket, die met betrekking tot het *Passenger Locator Form* (PLF), en die met betrekking tot in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België.

Voor het sluiten van dit akkoord kunnen de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie en het Waals Gewest in hoofdzaak steunen op hun bevoegdheid of op de door hen uitgeoefende bevoegdheid,⁴ inzake de preventieve gezondheidszorg.⁵

De federale overheid, harerzijds, is eveneens bevoegd tot het sluiten van dit samenwerkingsakkoord, onder andere op grond van haar residuaire bevoegdheid inzake sanitaire politie, civiele bescherming en civiele veiligheid,⁶ alsook inzake de controle van de buitengrenzen, en van haar bevoegdheid inzake wetenschappelijk onderzoek.⁷

Uit het voorgaande volgt dat alle verwerkingen van gegevens die voortvloeien uit de uitoefening van de respectieve eigen bevoegdheden van elke entiteit bijgevolg voor de federale overheid, de Vlaamse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en het Waals Gewest voldoende grond opleveren om daarover onderling een samenwerkingsakkoord te sluiten.”⁸

⁴ Voetnoot 4 van advies 69.730/VR: In uitvoering van artikel 138 van de Grondwet, bij het bijzonder decreet van de Franse Gemeenschap van 3 april 2014, het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 april 2014 en het decreet van het Waals Gewest van 11 april 2014 ‘relatif aux compétences de la Communauté française dont l’exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française’.

⁵ Voetnoot 5 van advies 69.730/VR: Artikel 5, § 1, I, eerste lid, 8°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

⁶ Voetnoot 6 van advies 69.730/VR: Zie advies 68.936/AV d.d. 7 april 2021 over een voorontwerp van wet ‘betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie’, *Parl.St.* Kamer 2020-21, nr. 55-1951/1, 64-68.)

⁷ Voetnoot 7 van advies 69.730/VR: Artikel 6bis, §§ 2 en 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’.

⁸ Zie onder meer adv.RvS 69.730/VR van 9 juli 2021 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 20 juli 2021 ‘houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en

De wijziging die wordt aangebracht bij het onderhavige samenwerkingsakkoord noopt niet tot een ander oordeel omtrent de bevoegdheid van de betrokken partijen.

VORMVEREISTEN

4. De gemachtigde voor de Duitstalige Gemeenschap verklaarde dat het advies van de Beirat für Gesundheit reeds werd gevraagd, maar nog niet is verkregen.

Indien het inwinnen van het voormelde advies nog aanleiding zou geven tot wijzigingen van de tekst die aan de Raad van State voorgelegd is,⁹ moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd overeenkomstig hetgeen in artikel 3, § 1, eerste lid, en artikel 4/1, eerste lid, van de wetten op de Raad van State voorgeschreven wordt.

ONDERZOEK VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD

Algemene opmerking

5. De wijzigingen die in het voorliggende samenwerkingsakkoord vervat zijn, zijn dezelfde als die vervat in het uitvoerend samenwerkingsakkoord van 23 juni 2023.

Aangezien aan het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 wetgevende instemming verleend is,¹⁰ kan het overeenkomstig het beginsel van de hiërarchie der normen uitsluitend gewijzigd worden bij een handeling met dezelfde juridische waarde (en niet bij een uitvoerend samenwerkingsakkoord, dat van een lagere rang is). Overeenkomstig het legaliteitsbeginsel, zoals dat voortvloeit uit artikel 22 van de Grondwet en uit artikel 92*bis*, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’, zijn de partijen bij het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 door dat samenwerkingsakkoord evenmin gemachtigd om door middel van een uitvoerend samenwerkingsakkoord het temporele toepassingsgebied ervan te wijzigen of om de beoogde doelstellingen van de verwerking van persoonsgegevens aan te vullen.

De stellers van het uitvoerend samenwerkingsakkoord van 23 juni 2023 waren zich daar overigens van bewust bij de aanneming ervan, zoals blijkt uit de aanhef ervan:

“Overwegende dat de partijen bij huidig Samenwerkingsakkoord voorzien in het opstellen van een wetgevend samenwerkingsakkoord tot wijziging van het

de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF, en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België’, *Parl.St.* Kamer 2020-21, nr. 55-2129/001, 25-26, opmerking 4.

⁹ Namelijk andere wijzigingen dan de wijzigingen waarvan in dit advies sprake is of wijzigingen die ertoe zouden strekken gevolg te geven aan in dit advies gemaakte opmerkingen.

¹⁰ Zoals de afdeling Wetgeving inzonderheid in de adviezen 69.730/VR tot 69.736/VR van 9 juli 2021 opgemerkt heeft, heeft het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 betrekking op aangelegenheden die bij wetgevende normen moeten worden geregeld en kan het de betrokken overheden bezwaren, zodat het overeenkomstig artikel 92*bis*, § 1, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ door de betrokken wetgevers goedgekeurd moeten worden. Om die reden is aan het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 wetgevende instemming verleend.

Samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, zoals gewijzigd door de Samenwerkingsakkoorden van 27 september 2021 en 28 oktober 2021. Dit wetgevend samenwerkingsakkoord zal een retroactieve werking hebben en zal huidig uitvoerend samenwerkingsakkoord, [dat] aldus slechts een beperkte uitwerking in de tijd zal hebben, vervangen;”.

Afgezien van de bedenkingen die kunnen worden geformuleerd betreffende een dergelijke werkwijze in het licht van de voormelde grondwets- en bijzonderewetsbepalingen en van de beginselen van behoorlijke regelgeving, moet in elk geval het uitvoerend samenwerkingsakkoord van 23 juni 2023 worden ingetrokken bij het samenwerkingsakkoord van 29 september 2023, zodat het formeel geacht kan worden nooit uitwerking te hebben gehad.

Bijzondere opmerkingen

Artikel 1

6. In de Franse tekst moeten de woorden “Article 2, §1 de l’Accord de coopération” vervangen worden door de woorden “L’article 2, § 1^{er}, de l’accord de coopération du 14 juillet 2021”.

Artikel 4

7. Op de vraag waarom de bepaling onder 2° strekt tot verlenging van de toepassing van de artikelen 2*bis*, 14, § 5, en 16, § 2, van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 (aangezien die bepalingen geen betrekking hebben op het digitaal EU-COVID-certificaat) antwoordde de gemachtigde het volgende:

“Dans le cadre de la question évoquée ci-dessus, nous avons réexaminé les dispositions que vous avez citées concernant l’extension de ces dispositions prévue à l’art. 4 de l’accord de coopération modificatif. On peut en effet convenir que les articles 2*bis*, 14, §5 et 16, §2 de l’accord de coopération du 14 juillet 2021 concernent le COVID Safe Ticket (qu’il est effectivement prévu de ne pas renouveler) et/ou ne peuvent plus avoir d’utilité et devrai[en]t donc être exclu[s] de la prolongation prévue à l’article 4 de l’accord de coopération modificatif. Nous ajusterons donc le texte en conséquence.”

Met die aanpassing kan worden ingestemd.

8. Bij hetzelfde artikel 4, 2°, van het samenwerkingsakkoord van 29 september 2023 wordt de buitenwerkingtreding van onder meer artikel 14, § 1, van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 bepaald op de “dag die door de partijen bij huidig Samenwerkingsakkoord bij wijze van een uitvoerend samenwerkingsakkoord is bepaald”. Volgens die laatste bepaling worden de erin vermelde persoonsgegevens “door de afgever niet langer bewaard dan strikt noodzakelijk is voor het doel ervan en in geen geval langer dan de periode waarin het digitaal EU-COVID-certificaat mag worden gebruikt om het recht van vrij verkeer uit te oefenen”.

In de adviezen 69.730/VR tot 69.736/VR van 9 juli 2021 over de voorontwerpen van teksten houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 heeft de

afdeling Wetgeving het volgende antwoord gekregen: “de bewaartermijn wordt afhankelijk gesteld van de toepassingstermijn van de Verordening 2021/953 wat betreft het digitaal EU-COVID-certificaat”.

Aangezien verordening (EU) 2021/953 niet langer van kracht is, ziet de afdeling Wetgeving niet in wat de maximumtermijn is voor de verwerking van de in artikel 14, § 1, van het samenwerkingsakkoord bedoelde gegevens, gedurende welke de certificaten gebruikt mogen worden om het recht van vrij verkeer uit te oefenen.

Op een vraag daarover antwoordde de gemachtigde het volgende:

“Nous sommes d'accord avec le commentaire selon lequel aucune période de conservation concrète n'est actuellement incluse dans l'accord de coopération modificatif pour les données personnelles visées à l'article 14, §1 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021. Nous incluons une modification à l'article 14, §1 [de] l'accord de coopération du 14 juillet 2021 afin de déterminer une durée de conservation explicite des données visées à l'article 14, §1, qui est de 15 jours après la publication de l'arrêté royal déclarant la fin de l'état du coronavirus COVID-19 épidémie.”

Artikel 14, § 1, van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 zal door middel van een wijzigingsbepaling moeten worden aangepast in de door de gemachtigde geschetste zin, gelet op het legaliteitsbeginsel inzake de verwerking van persoonsgegevens. De verwijzing naar die bepaling in het ontworpen artikel 33, § 3, van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 moet dan ook worden weggelaten.

9. In de Duitse tekst van artikel 4 van het samenwerkingsakkoord van 29 september 2023 moet de vermelding “1^o” worden ingevoegd voor de woorden “In Absatz 1 Ziffer 1” en moet in het te vervangen artikel 33, § 3, van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 de vermelding “(3)” worden vervangen door de vermelding “§ 3”.

Artikel 5

10. Artikel 5 luidt als volgt:

“Dit Samenwerkingsakkoord treedt in werking op [lees: “heeft uitwerking met ingang van”] 1 juli 2023.”

De afdeling Wetgeving is van oordeel dat weliswaar aanvaard kan worden dat met terugwerkende kracht instemming verleend wordt aan een samenwerkingsakkoord, maar alleen op voorwaarde dat de algemene regels inzake terugwerkende kracht van wettelijke bepalingen nageleefd worden.

In dat verband wordt eraan herinnerd dat, volgens het Grondwettelijk Hof, de niet-retroactiviteit van wetten, decreten en ordonnanties een waarborg is ter voorkoming van rechtsonzekerheid. Die waarborg vereist dat de inhoud van het recht voorzienbaar en toegankelijk is, zodat de rechtzoekende in redelijke mate de gevolgen van een bepaalde handeling kan voorzien op het tijdstip dat die handeling wordt verricht. De terugwerkende kracht kan enkel worden verantwoord wanneer ze onontbeerlijk is voor de verwezenlijking van een doelstelling van

algemeen belang. Indien bovendien blijkt dat de terugwerkende kracht tot doel of tot gevolg heeft dat de afloop van een gerechtelijke procedure in een welbepaalde zin beïnvloed wordt of dat rechtscolleges verhinderd worden zich uit te spreken over een bepaalde rechtsvraag, vergt de aard van het in het geding zijnde beginsel dat uitzonderlijke omstandigheden of dwingende motieven van algemeen belang een verantwoording bieden voor het optreden van de wetgever, dat ten nadele van een categorie van burgers afbreuk doet aan de jurisdictionele waarborgen die aan allen worden geboden.¹¹

Er dient op gewezen te worden dat tegen het uitvoerend samenwerkingsakkoord van 23 juni 2023 een beroep tot nietigverklaring ingediend is dat thans nog aanhangig is bij de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State.¹²

De intrekking van een uitvoerend samenwerkingsakkoord waartegen een beroep tot nietigverklaring ingesteld is en het gelijktijdig, met terugwerkende kracht, sluiten van een nieuw samenwerkingsakkoord met eenzelfde strekking zou neerkomen op een inmenging van de wetgever in lopende procedures. De Raad van State wordt zo immers de mogelijkheid ontnomen om zich nog uit te spreken over het bestreden uitvoerend samenwerkingsakkoord.

Zoals hiervoor in herinnering gebracht is door middel van een verwijzing naar de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof, kan het opnieuw vaststellen, met terugwerkende kracht, van een bestreden verordeningstekst alleen aanvaardbaar geacht worden indien uitzonderlijke omstandigheden of motieven van algemeen belang daarvoor een redelijke verantwoording kunnen bieden.

In dit geval wordt met de terugwerkende kracht een doelstelling van algemeen belang nagestreefd, namelijk het behoud van een juridisch kader dat voldoende rechtszekerheid biedt om de COVID-19-pandemie te bestrijden.

Bovendien strekt de vaststelling met terugwerkende kracht van de bepalingen die reeds opgenomen waren in het uitvoerend samenwerkingsakkoord van 23 juni 2023 er alleen toe een probleem inzake bevoegdheid te verhelpen. Als de verwerende partij bij het voornoemde beroep tot nietigverklaring meent tegen die bepalingen bezwaren ten gronde te kunnen aanvoeren, zal ze dat nog kunnen doen (ditmaal voor het Grondwettelijk Hof, binnen de bevoegdheden van dat hof). Aldus kan de inmenging in de lopende procedure evenmin disproportioneel geacht worden.

In het licht van het voorgaande, lijkt de terugwerkende kracht van het voorliggende samenwerkingsakkoord aanvaardbaar.

¹¹ Vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof: GwH 18 februari 2009, nr. 26/2009, B.13; GwH 21 november 2013, nr. 158/2013, B.24.2; GwH 9 oktober 2014, nr. 146/2014, B.10.1; GwH 28 mei 2015, nr. 77/2015, B.4.1; GwH 24 maart 2016, nr. 48/2016, B.6; GwH 6 oktober 2016, nr. 126/2016, B.7.3.

¹² Rolnummer: 239.920.

ONDERZOEK VAN DE VOORONTWERPEN VAN INSTEMMINGSTEKST

11. Het opschrift en het dispositief van de voorliggende voorontwerpen moeten worden aangevuld met de datum waarop het samenwerkingsakkoord ondertekend is.
12. In het voorontwerp van decreet van het Waalse Gewest dient in artikel 1 de verwijzing naar artikel 127 van de Grondwet geschrapt te worden.
13. Artikel 3 van het voorontwerp van wet en artikel 2 van het voorontwerp van decreet van de Franse Gemeenschap bevatten een inwerkingtredingsbepaling. Het opnemen van een dergelijke bepaling in een instemmingstekst heeft niet echt zin en kan zelfs tot rechtsonzekerheid leiden, aangezien het samenwerkingsakkoord niet eerder in werking kan treden dan op de dag van bekendmaking van de laatst bekendgemaakte instemmingstekst.

*

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique¹ et l'accomplissement des formalités prescrites.

*

PORTÉE DE L'AVANT-PROJET

2.1. Les avant-projets de loi, de décret et d'ordonnance, soumis pour avis, ont pour objet de donner assentiment à l'accord de coopération du 29 septembre 2023 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française 'visant à la modification de l'Accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, tel que modifié par les Accords de coopération du 27 septembre 2021 et 28 octobre 2021'.

L'accord de coopération précité reproduit les dispositions de l'accord de coopération d'exécution du 23 juin 2023 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française 'visant à la modification de l'Accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, tel que modifié par les Accords de coopération du 27 septembre 2021 et 28 octobre 2021', qui est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2023.

L'accord de coopération d'exécution précité trouve son origine dans l'expiration des règlements (UE) 2021/953² et (UE) 2021/954³. En effet, la fin de vigueur des dispositions de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 relatives à la délivrance, la vérification et l'acceptation

¹ S'agissant d'avant-projets de loi, décret et ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité avec les normes supérieures.

² Règlement (UE) 2021/953 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2021 'relatif à un cadre pour la délivrance, la vérification et l'acceptation de certificats COVID-19 interopérables de vaccination, de test et de rétablissement (certificat COVID numérique de l'UE) afin de faciliter la libre circulation pendant la pandémie de COVID-19'.

³ Règlement (UE) 2021/954 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2021 'relatif à un cadre pour la délivrance, la vérification et l'acceptation de certificats COVID-19 interopérables de vaccination, de test et de rétablissement (certificat COVID numérique de l'UE) destinés aux ressortissants de pays tiers séjournant ou résidant légalement sur le territoire des États membres pendant la pandémie de COVID-19'.

du certificat COVID numérique de l'UE était liée à l'expiration de ces règlements le 30 juin 2023. C'est pourquoi l'accord de coopération d'exécution a prévu que les dispositions relatives au certificat COVID numérique de l'UE, qui ont produit leurs effets dans la période du 16 juin 2021 au 30 juin 2021 (la période précédant l'entrée en vigueur des règlements précités), produisent de nouveau leurs effets à partir du 1^{er} juillet 2023.

2.2. L'article 1^{er} de l'accord de coopération du 29 septembre 2023 complète, à l'article 2, § 1^{er}, de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française 'concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique', la liste des objectifs du traitement de données à caractère personnel qui y est réglé. Plus particulièrement, il est prévu un fondement juridique pour le traitement des données à caractère personnel nécessaires à l'établissement et la délivrance du certificat COVID numérique de l'UE afin de faciliter la libre circulation pendant la pandémie de COVID-19' à partir du 1^{er} juillet 2023.

L'article 2 modifie l'article 3, §§ 1^{er} à 6, de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, afin de préciser que ces dispositions (relatives aux certificats de vaccination, de test et de rétablissement) continuent de produire leurs effets à partir du 1^{er} juillet 2023, donc également après la date d'expiration du règlement (UE) 2021/953.

L'article 3 modifie l'article 7, § 1^{er}, de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, afin de préciser que l'instruction donnée à l'Agence Digitaal Vlaanderen de permettre aux personnes concernées de consulter et d'accéder, sous une forme officielle, à leurs données de vaccination et de test, reste applicable à partir du 1^{er} juillet 2023, donc également après la date d'expiration du règlement (UE) 2021/953.

L'article 4 apporte quelques modifications au champ d'application temporel de l'accord de coopération du 14 juillet 2021. Ainsi, les articles 1^{er}, § 2, 3, 9, 10, §§ 1^{er} à 3, et 14, § 1^{er}, de cet accord de coopération produisent de nouveau leurs effets à partir du 1^{er} juillet 2023. En outre, la fin de vigueur des dispositions des titres I^{er} à III, des paragraphes 1^{er}, 4 et 5 de l'article 14 (titre V) et du titre VI de cet accord de coopération n'est plus liée à l'expiration des règlements (UE) 2021/953 et (UE) 2021/954, mais à la date déterminée par les parties à cet accord de coopération par le biais d'un accord de coopération d'exécution. Les dispositions du titre IV et des paragraphes 2 et 3 de l'article 14 (titre V) de l'accord de coopération précité cessent d'être en vigueur le 30 juin 2022.

Conformément à l'article 5, l'accord de coopération du 29 septembre 2023 entre en vigueur (lire : produit ses effets) le 1^{er} juillet 2023.

COMPÉTENCE

3. Les parties à l'accord de coopération modificatif sont les mêmes que celles à l'accord de coopération du 14 juillet 2021, dont la modification est envisagée. Dans les avis n^{os} 69.730/VR à 69.736/VR donnés le 9 juillet 2021 sur les avant-projets de textes d'assentiment à l'accord de coopération du 14 juillet 2021, les observations suivantes ont été formulées à propos de la compétence des parties à cet accord de coopération :

« L'accord de coopération à l'examen porte sur trois traitements de données à caractère personnel : celui lié au certificat COVID numérique de l'UE et au Covid Safe Ticket, celui lié au Passenger Locator Form (PLF) et celui lié aux travailleurs salariés et indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique.

Pour la conclusion de cet accord, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Communauté française, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française et la Région wallonne peuvent essentiellement s'appuyer sur leur compétence, ou sur la compétence exercée par elles 4, en matière de médecine préventive 5.

Pour sa part, l'autorité fédérale est également compétente pour la conclusion de cet accord de coopération, notamment sur le fondement de sa compétence résiduelle en matière de police sanitaire, de protection civile et de sécurité civile 6, en matière de contrôle des frontières extérieures, et de sa compétence en matière de recherche scientifique 7.

Il résulte de ce qui précède que les différents traitements de données issues de l'exercice respectif des compétences propres de chaque entité justifient la conclusion d'un accord de coopération entre l'autorité fédérale, la Communauté flamande, la Communauté germanophone, la Communauté française, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française et la Région wallonne »⁸.

La modification apportée à l'accord de coopération à l'examen ne conduit pas à une autre conclusion en ce qui concerne la compétence des parties à cet accord.

⁴ *Note de bas de page n° 4 de l'avis n° 69.730/VR* : En exécution de l'article 138 de la Constitution, par le décret spécial de la Communauté française du 3 avril 2014, le décret de la Commission communautaire française du 4 avril 2014 et le décret de la Région wallonne du 11 avril 2014 'relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française'.

⁵ *Note de bas de page n° 5 de l'avis n° 69.730/VR* : Article 5, § 1^{er}, I, alinéa 1^{er}, 8^o, de la loi spéciale du 8 août 1980.

⁶ *Note de bas de page n° 6 de l'avis n° 69.730/VR* : Voir l'avis n° 68.936/AG donné le 7 avril 2021 sur [un] avant-projet de loi 'relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique', *Doc. parl.*, Chambre, session 2020-2021, n° 55-1951/001, pp. 64-68.

⁷ *Note de bas de page n° 7 de l'avis n° 69.730/VR* : Article 6bis, §§ 2 et 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'.

⁸ Voir notamment l'avis C.E. n° 69.730/VR donné le 9 juillet 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 20 juillet 2021 'portant assentiment à l'Accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique', *Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-2129/001, pp. 25-26, observation 4.

FORMALITÉS

4. Le délégué pour la Communauté germanophone a déclaré que l'avis du Beirat für Gesundheit a déjà été demandé, mais n'a pas encore été obtenu.

Si l'avis précité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État⁹, les dispositions modifiées ou ajoutées devront être soumises à la section de législation, conformément au prescrit de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et de l'article 4/1, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État.

EXAMEN DE L'ACCORD DE COOPÉRATION

Observation générale

5. Les modifications envisagées par l'accord de coopération à l'examen sont identiques à celles contenues dans l'accord de coopération d'exécution du 23 juin 2023.

Conformément au principe de la hiérarchie des normes, l'accord de coopération du 14 juillet 2021 ayant reçu un assentiment législatif¹⁰, celui-ci ne peut dès lors être modifié que par un acte de même valeur juridique (et non par un accord de coopération d'exécution de rang inférieur). Conformément au principe de légalité tel qu'il est exprimé dans l'article 22 de la Constitution et dans l'article 92*bis*, § 1^{er}, de la loi spéciale du 8 aout 1980 'de réformes institutionnelles', l'accord de coopération du 14 juillet 2021 n'habilite pas non plus les parties à celui-ci à en modifier le champ d'application temporel, ni à compléter les finalités du traitement de données à caractère personnel visé par le biais d'un accord de coopération d'exécution.

Les auteurs de l'accord de coopération d'exécution du 23 juin 2023 en étaient d'ailleurs conscients lors de l'adoption de celui-ci, ainsi qu'en atteste la lecture de son préambule :

« Considérant que les parties au présent Accord de coopération prévoient la rédaction d'un accord de coopération législatif modifiant l'Accord de coopération du 14 juillet 2021, modifié par les Accords de coopération du 27 septembre 2021 et du 28 octobre 2021. L'accord de coopération législatif aura un effet rétroactif et remplacera le présent accord de coopération [d'exécution], qui n'aura donc qu'une application limitée dans le temps ; ».

⁹ À savoir d'autres modifications que celles dont fait état le présent avis ou que celles visant à répondre aux observations formulées dans le présent avis.

¹⁰ Ainsi que l'a relevé la section de législation notamment dans les avis 69.730/VR à 69.736/VR donnés le 9 juillet 2021, l'accord de coopération du 14 juillet 2021 concerne des matières qui doivent être réglées par des normes législatives et peuvent grever les autorités concernées, de sorte qu'il doit être approuvé par les législateurs concernés, conformément à l'article 92*bis*, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 aout 1980 'de réformes institutionnelles'. Pour ce motif, l'accord de coopération du 14 juillet 2021 a reçu un assentiment législatif.

Indépendamment des réserves susceptibles d'être formulées concernant un tel procédé au regard des dispositions constitutionnelles et des dispositions des lois spéciales ainsi que des principes de bonne réglementation, l'accord de coopération d'exécution du 23 juin 2023 doit en tout état de cause être retiré par l'accord de coopération du 29 septembre 2023, de sorte qu'il est formellement réputé n'avoir jamais produit ses effets.

Observations particulières

Article 1^{er}

6. Dans la version française les mots « Article 2, §1^{er}, de l'Accord de coopération » seront remplacés par les mots « L'article 2, § 1^{er}, de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 ».

Article 4

7. Interrogé quant aux motifs pour lesquels le 2^o prévoit de prolonger l'application des articles 2*bis*, 14, § 5, et 16, § 2, de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 (dès lors que ces dispositions ne concernent pas le certificat COVID numérique de l'UE), le délégué a répondu ce qui suit :

« Dans le cadre de la question évoquée ci-dessus, nous avons réexaminé les dispositions que vous avez citées concernant l'extension de ces dispositions prévue à l'art. 4 de l'accord de coopération modificatif. On peut en effet convenir que les articles 2*bis*, 14, §5 et 16, §2 de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 concernent le COVID Safe Ticket (qu'il est effectivement prévu de ne pas renouveler) et/ou ne peuvent plus avoir d'utilité et devrai[en]t donc être exclu[s] de la prolongation prévue à l'article 4 de l'accord de coopération modificatif. Nous ajusterons donc le texte en conséquence ».

On peut se rallier à cette adaptation.

8. Le même article 4, 2^o, de l'accord de coopération du 29 septembre 2023 fixe la fin de vigueur, notamment, de l'article 14, § 1^{er}, de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 « à la date déterminée par les parties au présent Accord de coopération par le biais d'un accord de coopération d'exécution ». Selon cette dernière disposition, les données à caractère personnel qui y sont mentionnées « ne sont pas conservées par l'émetteur plus longtemps que ce qui est strictement nécessaire à la finalité poursuivie et, en tout état de cause, ne sont pas conservées au-delà de la période durant laquelle les certificats peuvent être utilisés [lire : le certificat COVID numérique de l'UE peut être utilisé] pour exercer le droit à la libre circulation ».

Dans les avis 69.730/VR à 69.736/VR donnés le 9 juillet 2021 sur les avant-projets de textes d'assentiment à l'accord de coopération du 14 juillet 2021, il avait été répondu à la section de législation que : “de bewaartermijn wordt afhankelijk gesteld van de toepassingstermijn van de Verordening 2021/953 wat betreft het digitaal EU-COVID-certificaat”.

Dès lors que le règlement (UE) 2021/953 n'est plus en vigueur, la section de législation n'aperçoit pas le délai maximal de traitement des données visées à l'article 14, § 1^{er}, de l'accord de coopération, durant lequel les certificats peuvent être utilisés pour exercer le droit à la libre circulation.

Interrogé à cet égard, le délégué a répondu :

« Nous sommes d'accord avec le commentaire selon lequel aucune période de conservation concrète n'est actuellement incluse dans l'accord de coopération modificatif pour les données personnelles visées à l'article 14, §1 de l'accord [de] coopération du 14 juillet 2021. Nous incluons une modification à l'article 14, §1 du l'accord de coopération du 14 juillet 2021 afin de déterminer une durée de conservation explicite des données visées à l'article 14, §1, qui est de 15 jours après la publication de l'arrêté royal déclarant la fin de l'état du coronavirus COVID-19 épidémie ».

L'article 14, § 1^{er}, de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 devra être adapté par la voie d'une disposition modificative dans le sens évoqué par le délégué, eu égard au principe de légalité en matière de traitement des données à caractère personnel. Dès lors, on omettra la référence à cette disposition dans l'article 33, § 3, en projet, de l'accord de coopération du 14 juillet 2021.

9. Dans le texte allemand de l'article 4 de l'accord de coopération du 29 septembre 2023, il convient d'insérer la mention « 1° » devant les mots « In Absatz 1 Ziffer 1 » et de remplacer la mention « (3) » par la mention « § 3 » dans l'article 33, § 3, de l'accord de coopération du 14 juillet 2021, qui doit être remplacé.

Article 5

10. L'article 5 dispose que l'accord de coopération à l'examen « entre en vigueur [lire : « produit ses effets »] le 1^{er} juillet 2023 ».

La section de législation considère que, s'il peut être admis que l'assentiment à un accord de coopération ait un effet rétroactif, c'est à la condition qu'il soit satisfait aux règles générales d'admissibilité de la rétroactivité des dispositions législatives.

À cet égard, il est rappelé que, selon la Cour constitutionnelle, la non-rétroactivité des lois, décrets et ordonnances est une garantie ayant pour but de prévenir l'insécurité juridique. Cette garantie exige que le contenu du droit soit prévisible et accessible, de sorte que le justiciable puisse prévoir, à un degré raisonnable, les conséquences d'un acte déterminé au moment où cet acte est accompli. La rétroactivité peut uniquement être justifiée lorsqu'elle est indispensable à la réalisation d'un objectif d'intérêt général. S'il s'avère en outre que la rétroactivité a pour but ou pour conséquence d'influencer dans un sens déterminé l'issue d'une procédure judiciaire ou d'empêcher les juridictions de se prononcer sur une question de droit, la nature du principe en cause exige que des circonstances exceptionnelles ou des motifs impérieux d'intérêt général justifient

l'intervention du législateur, laquelle porte atteinte, au préjudice d'une catégorie de citoyens, aux garanties juridictionnelles offertes à tous ¹¹.

Il y a lieu de relever que l'accord de coopération d'exécution du 23 juin 2023 a fait l'objet d'un recours en annulation actuellement pendant devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État ¹².

Le retrait d'un accord de coopération d'exécution attaqué par un recours en annulation et l'instauration simultanée, avec effet rétroactif, d'un accord de coopération qui a un objet identique équivaldraient à une immixtion du législateur dans les procédures en cours. En effet, le Conseil d'État est privé de la faculté d'encore se prononcer sur l'accord de coopération d'exécution contesté.

Ainsi qu'il a été rappelé ci-dessus par référence à la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, le rétablissement, avec effet rétroactif, d'une réglementation contestée ne peut être considéré comme admissible que si des circonstances exceptionnelles ou des motifs impérieux d'intérêt général peuvent le justifier raisonnablement.

En l'occurrence, la rétroactivité poursuit un objectif d'intérêt général, à savoir le maintien d'un cadre juridique offrant une sécurité juridique suffisante pour lutter contre la pandémie de COVID-19.

En outre, le rétablissement rétroactif des dispositions qui faisaient déjà l'objet de l'accord de coopération d'exécution du 23 juin 2023 vise seulement à corriger un vice de compétence. Si la partie requérante dans le recours en annulation précité estime pouvoir opposer à ces dispositions des griefs sur le fond, elle pourra encore le faire (désormais devant la Cour constitutionnelle, dans les limites des compétences de celle-ci). Ainsi, on ne peut pas non plus considérer l'immixtion dans la procédure en cours comme disproportionnée.

Au vu de ce qui précède, l'effet rétroactif de l'accord de coopération à l'examen paraît admissible.

EXAMEN DES AVANT-PROJETS DE TEXTE D'ASSENTIMENT

11. Il convient de compléter l'intitulé et le dispositif des avant-projets à l'examen par la date à laquelle l'accord de coopération a été signé.

12. Dans l'avant-projet de décret de la Région wallonne, il convient de supprimer, à l'article 1^{er}, la référence à l'article 127 de la Constitution.

¹¹ Jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle : C.C., 18 février 2009, n° 26/2009, B.13 ; C.C., 21 novembre 2013, n° 158/2013, B.24.2 ; C.C., 9 octobre 2014, n° 146/2014, B.10.1 ; C.C., 28 mai 2015, n° 77/2015, B.4.1 ; C.C., 24 mars 2016, n° 48/2016, B.6 ; C.C., 6 octobre 2016, n° 126/2016, B.7.3.

¹² Numéro de rôle : 239.920.

13. L'article 3 de l'avant-projet de loi ainsi que l'article 2 de l'avant-projet de décret de la Communauté française comportent une disposition d'entrée en vigueur. Pareille disposition dans un texte d'assentiment n'a guère de sens et peut même être source d'insécurité juridique, dès lors que l'accord de coopération ne peut pas entrer en vigueur avant le jour de la publication de l'acte d'assentiment publié en dernier lieu.

DE GRIFFIER - LE GREFFIER

DE VOORZITTER - LE PRÉSIDENT

Annemie GOOSSENS

Jeroen VAN NIEUWENHOVE

ACCORD DE COOPÉRATION

<p>[08.02.2024] Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie strekkende tot wijziging van het Samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België, zoals gewijzigd door de Samenwerkingsakkoorden van 27 september 2021 en van 28 oktober 2021</p>	<p>[08.02.2024] Accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française visant à la modification de l'Accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, tel que modifié par les Accords de coopération du 27 septembre 2021 et 28 octobre 2021</p>	<p>[08.02.2024] Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission zur Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem Covid Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben, abgeändert durch die Zusammenarbeitsabkommen vom 27. September 2021 und 28. Oktober 2021</p>
<p>ALGEMENE TOELICHTING</p>	<p>EXPOSE GENERAL</p>	<p>ALLGEMEINE ERLÄUTERUNGEN</p>
<p>a. Toelichting</p>	<p>a. Exposé</p>	<p>a. Allgemeine Grundsätze</p>

De voorbije jaren werden naar aanleiding van de wereldwijde coronavirus COVID-19-crisis diverse regionale, gemeenschaps-, nationale en internationale wetgevende initiatieven genomen teneinde de crisis het hoofd te kunnen bieden door de volksgezondheid te beschermen en impact op de economie zoveel als mogelijk te beperken.

Ces dernières années, plusieurs initiatives législatives régionales, communautaire, nationales et internationales ont été prises en réponse à la crise mondiale du coronavirus COVID-19 afin de faire face à la crise en protégeant la santé publique et en minimisant l'impact sur l'économie.

In den letzten Jahren wurden als Reaktion auf die weltweite Krise im Zusammenhang mit der durch das Coronavirus ausgelösten COVID-19-Krise mehrere regionale, gemeinschaftliche, nationale und internationale Gesetzesinitiativen ergriffen, um die Krise durch den Schutz der Volksgesundheit und die Verminderung der Auswirkungen auf die Wirtschaft zu bewältigen.

De Europese Unie nam verschillende Verordeningen aan, waaronder

- de Verordening (EU) 2021/953 van 14 juni 2021 van het Europees Parlement en de Raad betreffende een kader voor de afgifte, verificatie en aanvaarding van interoperabele COVID-19-vaccinatie-, test- en herstelcertificaten (digitaal EU-COVID-certificaat) teneinde het vrije verkeer tijdens de COVID-19-pandemie te faciliteren ("Verordening digitaal EU-COVID-certificaat"), en
- de Verordening (EU) 2021/954 van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2021 betreffende een kader voor de afgifte, verificatie en aanvaarding van interoperabele

L'Union européenne a adopté plusieurs Règlements, dont :

- Règlement (UE) 2021/953 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2021 relatif à un cadre pour la délivrance, la vérification et l'acceptation de certificats COVID-19 interoperables de vaccination, de test et de rétablissement (certificat COVID numérique de l'UE) afin de faciliter la libre circulation pendant la pandémie de COVID-19 (« Règlement relatif au certificat COVID numérique de l'UE »), et
- Règlement (UE) 2021/954 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2021 relatif à un cadre pour la délivrance, la vérification et

Die Europäische Union hat mehrere Verordnungen erlassen, darunter:

- Verordnung (EU) 2021/953 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2021 über einen Rahmen für die Ausstellung, Überprüfung und Anerkennung interoperabler Zertifikate zur Bescheinigung von COVID-19-Impfungen und -Tests sowie der Genesung von einer COVID-19-Infektion (digitales COVID-Zertifikat der EU) mit der Zielsetzung der Erleichterung der Freizügigkeit während der COVID-19-Pandemie ("Verordnung digitale EU-Covid-Zertifikate"), und
- die Verordnung (EU) 2021/954 des Europäischen

COVID-19-
vaccinatie-, test- en
herstelcertificaten
(digitaal EU-COVID-
certificaat) ten
aanzien van
onderdanen van
derde landen die
legaal op het
grondgebied van de
lidstaten verblijven of
wonen tijdens de
COVID-19-
pandemie
("Verordening
digitaal EU-COVID-
certificaat voor
onderdanen derde
landen").

l'acceptation de
certificats COVID-19
interopérables de
vaccination, de test et
de rétablissement
(certificat COVID
numérique de l'UE)
destinés aux
ressortissants de pays
tiers séjournant ou
résidant légalement
sur le territoire des
Etats membres
pendant la pandémie
de COVID-19
(« Règlement relatif
au certificat COVID
numérique de l'UE
pour les ressortissants
de pays tiers »)

Parlaments und des
Rates vom 14. Juni
2021 über einen
Rahmen für die
Ausstellung,
Überprüfung und
Anerkennung
interoperaler
Zertifikate zur
Bescheinigung von
COVID-19-
Impfungen und -
Tests sowie der
Genesung von einer
COVID-19-Infektion
(digitales COVID-
Zertifikat der EU) für
Drittstaatsangehörige
mit rechtmäßigem
Aufenthalt oder
Wohnsitz im
Hoheitsgebiet der
Mitgliedstaaten
während der COVID-
19-Pandemie
("Verordnung
digitale Eu-Covid-
Zertifikate für
Drittstaatsangehörige
").

Deze Verordeningen
voorzien in een
gemeenschappelijk bindend
kader voor de afgifte,
verificatie en aanvaarding
van een digitaal EU-COVID-
certificaat, zijnde een
interopereel vaccinatie-,
test- of herstelcertificaat,
waaruit blijkt dat een persoon
hetzij gevaccineerd is tegen
het coronavirus SARS-CoV-
2 dat de ziekte COVID-19
veroorzaakt, hetzij getest is
en niet besmet is met het
coronavirus SARS-CoV-2,
hetzij hersteld is van een
besmetting met het
coronavirus SARS-CoV-2,

Ces Règlements fournissent
un cadre commun
contraignant pour la
délivrance, la vérification et
l'acceptation d'un certificat
COVID numérique de l'UE,
qui est un certificat
interopereel de vaccination,
de test ou de rétablissement,
attestant qu'une personne a
soit été vaccinée contre le
coronavirus SARS-CoV-2 à
l'origine de la maladie
COVID-19 soit a été testée et
n'est pas infectée par le
coronavirus SARS-CoV-2,
soit s'est rétablie d'une
infection par le coronavirus
SARS-CoV-2, et ce afin de

Diese Verordnungen
schaffen einen gemeinsamen
verbindlichen Rahmen für
die Ausstellung,
Überprüfung und
Anerkennung digitaler EU-
COVID-Zertifikate, bei der
es sich um interopereel
Impf-, Test- oder
Genesungszertifikate
handelt, die bescheinigen,
dass eine Person entweder
gegen das Coronavirus
SARS-CoV-2, das die
Krankheit COVID-19
verursacht, geimpft wurde
geimpft oder getestet wurde
und daher nicht mit dem
Coronavirus SARS-CoV-2

en dit om het vrije verkeer van personen tijdens de COVID-19-crisis te faciliteren. De Verordeningen bepalen dat de lidstaten voor verder binnenlands gebruik van het digitaal EU-COVID-certificaat moeten voorzien in een wettelijke basis.

faciliter la libre circulation des personnes pendant la crise COVID-19. Les Règlements stipulent que les États membres doivent fournir une base juridique pour l'utilisation future du certificat COVID numérique de l'UE au niveau national.

infiziert ist oder sich von einer Infektion mit dem Coronavirus SARS-CoV-2 erholt hat, um dadurch den freien Personenverkehr während der COVID-19-Krise zu erleichtern. Die Verordnungen sehen vor, dass die Mitgliedstaaten eine Rechtsgrundlage für die weitere Verwendung des digitalen EU-COVID-Zertifikats im Inland schaffen müssen.

Bijgevolg werd op 14 juli 2021 een Samenwerkingsakkoord gesloten tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België. Dat werd tweemaal gewijzigd, door het Samenwerkingsakkoord van 27 september 2021 en van 28 oktober 2021 "streckende tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de

En conséquence, un Accord de coopération a été établi le 14 juillet 2021 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique. Cet accord a été modifié à deux reprises, par l'Accord de coopération du 27 septembre 2021 et du 28 octobre 2021 « visant la modification de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire

Infolgedessen wurde am 14. Juli 2021 ein Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID-Safe-Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Arbeitnehmern und Selbstständigen, die im Ausland wohnen oder ihren Wohnsitz haben und in Belgien eine Tätigkeit ausüben, geschlossen. Diese wurde zweimal abgeändert, durch die Zusammenarbeitsabkommen vom 27. September 2021 und vom 28. Oktober 2021 "zur Änderung des Zusammenarbeitsabkommen

<p>Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID- certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België”.</p>	<p>commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l’UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l’étranger qui effectuent des activités en Belgique ».</p>	<p>s vom 14. Juli 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU- COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Arbeitnehmern und Selbstständigen, die im Ausland wohnen oder ihren Wohnsitz haben und in Belgien eine Tätigkeit ausüben”.</p>
<p>Voormelde wijzigingen hadden enkel betrekking op het regime van het COVID Safe Ticket.</p>	<p>Les changements susmentionnés ne concernent que le régime du COVID Safe Ticket.</p>	<p>Die vorgenannten Änderungen betrafen nur die Regelungen betreffend das COVID Safe Ticket.</p>
<p>In het Samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 wordt aldus onder meer het binnenlands gebruik (de afgifte, verificatie en aanvaarding) van het digitaal EU-COVID- certificaat geregeld.</p>	<p>L'Accord de coopération du 14 juillet 2021 régit donc, entre autres, l'utilisation nationale (délivrance, vérification et acceptation) du certificat COVID numérique de l’UE.</p>	<p>Das Zusammenarbeitsabkommen vom 14. Juli 2021 regelt somit unter anderem die innerstaatliche Verwendung (Ausstellung, Überprüfung und Anerkennung) des digitalen EU-COVID- Zertifikats.</p>
<p>Dat Samenwerkingsakkoord voorziet, samen met de andere daartoe afgesloten Samenwerkingsakkoorden, onder meer in de verwerking van persoonsgegevens om het gebruik (de afgifte, verificatie en aanvaarding) van het digitaal EU-COVID-</p>	<p>Cet Accord de coopération, ainsi que les autres accords de coopération conclus à cette fin, prévoit notamment le traitement de données à caractère personnel pour permettre l'utilisation (délivrance, vérification et</p>	<p>Dieses Zusammenarbeitsabkommen sieht zusammen mit den anderen zu diesem Zweck geschlossenen Zusammenarbeitsabkommen unter anderem die Verarbeitung personenbezogener Daten</p>

certificaat mogelijk te maken. acceptation) du certificat COVID numérique de l'UE. vor, um die Verwendung (Ausstellung, Überprüfung und Anerkennung) des digitalen Zertifikats EU-COVID zu ermöglichen.

De buitenwerkingtreding van de bepalingen rond de afgifte, verificatie en aanvaarding van het digitaal EU-COVID-certificaat zijn gekoppeld aan de buitenwerkingtreding van voormelde EU-Verordeningen. Deze treden buiten werking op 30 juni 2023. De Europese Unie voorziet evenwel niet in een verlenging van die Verordeningen, aangezien er binnen de EU zelf geen reisbeperkingen meer zijn. Om die reden kan een loutere verlenging van de Verordeningen niet als gerechtvaardigd worden beschouwd. L'expiration des dispositions relatives à la délivrance, à la vérification et à l'acceptation du certificat COVID numérique de l'UE est liée à l'expiration des règlements de l'UE susmentionnés. Ceux-ci expirent le 30 juin 2023. Toutefois, l'Union européenne ne prévoit pas de prolongation de ces Règlements, étant donné qu'il n'y a plus de restrictions de voyage au sein de l'UE elle-même. Pour cette raison, une simple prolongation des Règlements ne peut être considérée comme justifiée. Das Auslaufen der Bestimmungen über die Ausstellung, Überprüfung und Anerkennung des digitalen EU-COVID-Zertifikats ist an das Auslaufen der oben genannten EU-Verordnungen gebunden. Diese laufen am 30. Juni 2023 aus. Die Europäische Union sieht jedoch keine Verlängerung dieser Verordnungen vor, da es innerhalb der EU selbst keine Reisebeschränkungen mehr gibt. Aus diesem Grund kann eine bloße Verlängerung der Verordnungen nicht als gerechtfertigt angesehen werden.

Bepaalde landen (buiten de Europese Unie, zoals China en Brazilië) leggen evenwel nog steeds een vaccinatie-, test- en/of herstelcertificaat op om het vrije verkeer van personen mogelijk te maken. Derhalve is het nog steeds noodzakelijk om te voorzien in een systeem en wettelijk kader teneinde te voorzien in dergelijke certificaten en meer in het bijzonder een digitaal EU-COVID-certificaat. Toutefois, certains pays (en dehors de l'Union européenne, comme la Chine et le Brésil) continuent d'imposer un certificat de vaccination, de test et/ou de rétablissement pour permettre la libre circulation des personnes. Il est donc nécessaire de mettre en place un système et un cadre juridique permettant de fournir de tels certificats et, plus particulièrement, un certificat COVID numérique de l'UE. Einige Länder (außerhalb der Europäischen Union, wie China und Brasilien) verlangen jedoch nach wie vor Impf-, Test- und/oder Genesungszertifikate, um den freien Personenverkehr zu ermöglichen. Daher ist es nach wie vor erforderlich, ein System und einen Rechtsrahmen für solche Zertifikate und insbesondere für digitale EU-COVID-Zertifikate vorzusehen.

Zoals eerder aangegeven, treden de Verordeningen – die de aflevering van deze certificaten regelden – evenwel buiten werking op. Toutefois, comme indiqué précédemment, les Règlements - qui régissaient la délivrance de ces certificats - expireront le 1^{er} 1. Juli 2023 aus. In

1 juli 2023. Gelet op het feit dat bepaalde landen echter nog steeds een vaccinatie-, test- en/of herstelcertificaat opleggen om het vrije verkeer mogelijk te maken, en niet kan worden uitgesloten dat bepaalde landen opnieuw reisvoorschriften zouden instellen, is op Europees niveau beslist dat de relevante bepalingen inzake het het digitaal EU-COVID-certificaat, (wat betreft de publieke sleutels voor het controleren van de handtekening van de certificaten) verder uitwerking zullen krijgen via het platform van de Wereldgezondheidsorganisatie (WHO). De Europese Commissie heeft in die zin een Raadsaanbeveling opgesteld betreffende internationale reizen waardoor reizigers vanaf 1 juli 2023 kunnen blijven reizen mits het gebruik van het digitaal EU-COVID-certificaat.

De WHO zal daartoe een wereldwijd certificatiesysteem gebruiken (*Global Digital Health Certification Network* of het Wereldwijd Digitaal Gezondheidscertificaten-netwerk), dat tevens het kader voor het digitaal EU-COVID-certificaat zal vormen, en dit via een partnerschap tussen beide. Het digitaal EU-COVID-certificaat kan in dezelfde vorm blijven bestaan en worden geverifieerd, aangezien het compatibel zal

juillet 2023. Cependant, compte tenu du fait que certains pays continuent d'imposer des certificats de vaccination, de test et/ou de rétablissement pour permettre la libre circulation, et qu'il n'est pas exclu que certains pays réintroduisent des exigences en matière de voyage, il a été décidé au niveau européen que les dispositions pertinentes relatives au certificat COVID numérique de l'UE (pour ce qui concerne les clés publiques pour le contrôle de la signature des certificats), seront élaborées par le biais de la plate-forme de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). La Commission européenne a donc préparé une recommandation du Conseil sur les voyages internationaux permettant aux voyageurs de continuer à voyager en utilisant le certificat COVID numérique de l'UE à partir du 1er juillet 2023.

À cette fin, l'OMS utilisera le système de certification mondial (*Global Digital Health Certification Network* ou Réseau mondial de certificats en santé numérique), qui servira également de cadre au certificat numérique EU-COVID, dans le cadre d'un partenariat entre les deux organisations. Le certificat COVID numérique de l'UE pourra continuer à exister et à être vérifié sous la même forme, puisqu'il sera compatible avec les autres

Anbetracht der Tatsache, dass einige Länder immer noch Impf-, Test- und/oder Genesungszertifikate verlangen, um die Freizügigkeit zu gewähren, und es nicht auszuschließen ist, dass einige Länder die Reisevorschriften wieder einführen, wurde auf europäischer Ebene beschlossen, dass die einschlägigen Bestimmungen über das digitale EU-COVID-Zertifikat (in Bezug auf die öffentlichen Schlüssel zur Überprüfung der Signatur der Zertifikate) mittels der Plattform der Weltgesundheitsorganisation (WHO) weiter ausgearbeitet werden. In diesem Sinne hat die Europäische Kommission eine Empfehlung des Rates für den internationalen Reiseverkehr ausgearbeitet, die es Reisenden ermöglicht, ab dem 1. Juli 2023 weiterhin unter Verwendung des digitalen EU-COVID-Zertifikats zu reisen.

Zu diesem Zweck wird die WHO ein globales Zertifizierungssystem (*Global Digital Health Certification Network* oder Global Digital Health Certificate Network) nutzen, das auch den Rahmen für das digitale EU-COVID-Zertifikat bilden wird, und zwar im Rahmen einer Partnerschaft zwischen den beiden Organisationen. Das digitale EU-COVID-Zertifikat kann in der gleichen Form weiterbestehen und überprüft

zijn met de andere certificaten waarvan zal worden voorzien dat deze door de WHO zullen uitgegeven worden. Bijgevolg zal het digitaal EU-COVID-certificaat op dezelfde manier kunnen geregeld blijven in België.

Hetgeen de Europese Unie in het licht van het digitaal EU-COVID-certificaat controleerde, met name de publieke sleutels voor de controle van de ondertekening van de certificaten, zal niet langer door de Europese Unie, maar door de Wereldgezondheidsorganisatie (WHO) gebeuren via het wereldwijd certificatiesysteem (*Global Digital Health Certification Network* of het Wereldwijd Digitaal Gezondheidscertificaten-netwerk).

Hetzelfde systeem (hetgeen invoege was tot aan de buitenwerkingtreding van de Verordeningen op het niveau van de Europese Unie) zal aldus gehanteerd worden ten aanzien van de WHO voor wat betreft de aflevering van sleutels, hetgeen betekent dat enkel publieke sleutels aan de WHO zullen worden doorgegeven. Dergelijke publieke sleutels bevatten geen persoonsgegevens in de zin van de Algemene Verordening Gegevensbescherming;

Om te vermijden dat er geen wettelijke basis meer zou zijn

certificats dont la délivrance est prévue par l'OMS. Par conséquent, le certificat COVID numérique de l'UE pourra rester réglementé de la même manière en Belgique.

Ce que l'Union européenne contrôlait à la lumière du certificat COVID numérique de l'UE, en particulier les clés publiques pour la contrôle de la signature des certificats, ne sera plus effectué par l'Union européenne, mais par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), par le biais du système de certification mondial (*Global Digital Health Certification Network* ou Réseau mondial de certificats en santé numérique).

Le même système (qui était en vigueur au niveau de l'Union européenne jusqu'à l'expiration des Règlements) sera donc appliqué à l'OMS en ce qui concerne la remise des clés, ce qui signifie que seules les clés publiques seront transmises à l'OMS. Ces clés publiques ne contiennent pas de données à caractère personnel au sens du Règlement Général sur la Protection des Données.

Afin d'éviter qu'il n'y ait plus de base juridique pour le

werden, da es mit den anderen Zertifikaten, die über die WHO ausgestellt werden sollen, kompatibel sein wird. Folglich kann das digitale EU-COVID-Zertifikat in Belgien auf die gleiche Weise geregelt bleiben.

Was die Europäische Union im Hinblick auf das digitale EU-COVID-Zertifikat kontrolliert hat, insbesondere die öffentlichen Schlüssel zur Verifizierung der Signierung der Zertifikate, wird nicht mehr von der Europäischen Union, sondern von der Weltgesundheitsorganisation (WGO), durch die globale Zertifizierungssystem (*Global Digital Health Certification Network*) durchgeführt.

Das gleiche System (das bis zum Außerkrafttreten der Verordnungen auf Ebene der Europäischen Union galt) wird daher hinsichtlich der WHO in Bezug auf die Übermittlung von Schlüsseln angewendet, was bedeutet, dass nur öffentliche Schlüssel an die WHO übermittelt werden. Solche öffentlichen Schlüssel enthalten keine personenbezogenen Daten im Sinne der Allgemeinen Datenschutzverordnung;

Um zu vermeiden, dass es keine Rechtsgrundlage mehr

voor de verwerking van persoonsgegevens in het kader van de vaccinatie-, test- en herstelcertificaten (digitaal EU-COVID-certificaat), dringt een wijziging van het Samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, zoals gewijzigd door de Samenwerkingsakkoorden van 27 september 2021 en 28 oktober 2021, zich op. Zonder wijziging zou de verwerking van persoonsgegevens voor het de afgifte, verificatie en aanvaarding van vaccinatie-, test- en/of herstelcertificaten vanaf 1 juli 2023 geen wettelijke grondslag meer hebben en aldus niet rechtmatig zijn. Anderzijds zou het vrij verkeer van personen in het gedrang kunnen komen.

In de periode voor de inwerkingtreding van voormelde Verordeningen, hebben de partijen bij het Samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 reeds voorzien in een regime en systeem waarbij het digitaal EU-COVID-certificaat kon worden afgeleverd, in de periode voorafgaand aan de inwerkingtreding van de Verordeningen, met name voor de periode van 16 juni 2021 tot en met 30 juni 2021. Dat systeem maakte het mogelijk om de gevraagde certificaten reeds af te leveren voor 1 juli 2021. Dit regime zal tevens dienen te worden voorzien om in

traitement des données à caractère personnel dans le cadre des certificats de vaccination, de test et de rétablissement (certificat COVID numérique de l'UE), une modification de l'Accord de coopération du 14 juillet 2021, tel que modifié par les accords de coopération du 27 septembre 2021 et du 28 octobre 2021, est nécessaire. Sans modification, le traitement des données à caractère personnel aux fins de la délivrance, de la vérification et de l'acceptation des certificats de vaccination, de test et/ou de rétablissement à partir du 1^{er} juillet 2023 n'aurait plus de base juridique et ne serait donc pas permis légalement. D'autre part, la libre circulation des personnes pourrait être compromise.

Les parties à l'Accord de coopération du 14 juillet 2021 avaient déjà prévu un régime et un système permettant de délivrer le certificat COVID numérique de l'UE au cours de la période précédant l'entrée en vigueur des règlements, en particulier pour la période allant du 16 juin 2021 au 30 juin 2021. Ce régime a permis de délivrer les certificats demandés avant le 1^{er} juillet 2021. Ce régime devra également être prévu pour prendre effet à partir du 1^{er} juillet 2023.

für die Verarbeitung personenbezogener Daten im Zusammenhang mit den Impf-, Test- und Genesungszertifikaten (digitale EU-Zertifikate) gibt, ist eine Änderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021, abgeändert durch die Zusammenarbeitsabkommen vom 27. September 2021 und 28. Oktober 2021, nötig. Ohne eine Abänderung hätte die Verarbeitung personenbezogener Daten zum Zwecke der Ausstellung, Überprüfung und Anerkennung von Impf-, Prüf- und/oder Genesungszertifikate ab dem 1. Juli 2023 keine Rechtsgrundlage mehr und wäre somit nicht rechtmäßig. Andererseits könnte die Freizügigkeit von Personen beeinträchtigt werden.

In der Zeit vor dem Inkrafttreten der genannten Verordnungen sahen die Parteien des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 bereits eine Regelung und ein System vor, mit dem die digitalen EU-COVID-Zertifikate in der Zeit vor dem Inkrafttreten der Verordnungen, insbesondere für den Zeitraum vom 16. Juni 2021 bis zum 30. Juni 2021, ausgestellt werden konnten. Diese Regelung ermöglichte es, beantragte Zertifikate bereits vor dem 1. Juli 2021 auszustellen. Hinsichtlich dieser Regelung muss vorgesehen werden,

werking te treden vanaf 1 juli 2023.

Huidig Samenwerkingsakkoord strekt dan ook tot de wijziging van de uitwerkingsbepalingen van het Samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021, zoals gewijzigd door de Samenwerkingsakkoorden van 27 september 2021 en 28 oktober 2021.

In het kader van het hetgeen hierboven werd uiteengezet, zal moeten voorzien worden in een regime waarbij de bepalingen die in werking waren in de periode van 16 juni 2021 tot en met 30 juni 2021 middels huidig Samenwerkingsakkoord tevens in werking treden zodra de Verordeningen buiten werking treden en dit dus vanaf 1 juli 2023.

In ieder geval zullen de relevante bepalingen inzake het digitaal EU-COVID-certificaat op het ogenblik dat de Verordeningen buiten werking treden, worden overgenomen in dit Samenwerkingsakkoord en zal hetzelfde systeem (tot aan de buitenwerkingtreding van de Verordeningen van toepassing op het niveau van de Europese Unie) door de WHO worden overgenomen, en is het de bedoeling dat rekening wordt gehouden met het gebruik van het *Global Digital Health Certification Network*

Le présent Accord de coopération vise donc à modifier les dispositions relatives à l'élaboration de l'Accord de coopération du 14 juillet 2021, tel que modifié par les Accords de coopération du 27 septembre 2021 et du 28 octobre 2021.

Dans le contexte de ce qui précède, il sera nécessaire de prévoir un régime selon lequel les dispositions qui étaient en vigueur au cours de la période allant du 16 juin 2021 au 30 juin 2021 en vertu du présent Accord de coopération entreront également en vigueur dès que les Règlements européens précités cesseront d'être en vigueur, c'est-à-dire à partir du 1^{er} juillet 2023.

En tout état de cause, lorsque les Règlements cesseront d'être en vigueur, les dispositions pertinentes relatives au certificat COVID numérique de l'UE seront reprises dans le présent Accord de coopération et le même système (qui était en vigueur au niveau de l'Union européenne jusqu'à l'expiration des Règlements) et seront adoptées par l'OMS, et il est prévu de tenir compte de l'utilisation de la plateforme du *Global Digital Health Certification Network* pour délivrer les certificats

dass Sie ab dem 1. Juli 2023 inkrafttritt.

Mit dem vorliegenden Zusammenarbeitsabkommen sollen daher die Ausführungsbestimmungen des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021, abgeändert durch die Zusammenarbeitsabkommen vom 27. September 2021 und 28. Oktober 2021, abgeändert werden.

In diesem Zusammenhang ist es erforderlich, eine Regelung vorzusehen, wonach die Bestimmungen, die im Zeitraum vom 16. Juni 2021 bis zum 30. Juni 2021 aufgrund des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens in Kraft waren, ebenfalls in Kraft treten, sobald die Verordnungen nicht mehr in Kraft sind, d. h. ab dem 1. Juli 2023.

In jedem Falle werden die einschlägigen Bestimmungen über das digitale EU-COVID-Zertifikat zu dem Zeitpunkt, zu dem die Verordnungen außer Kraft treten, in dieses Kooperationsabkommen übernommen, und die WHO wird dasselbe System (die auf EU-Ebene bis zum Auslaufen der Verordnungen galten) übernehmen; außerdem soll die Nutzung der Plattform *des Globalen Digitalen Gesundheitszertifizierungsnetzes* für die Bereitstellung der genannten Zertifikate und

platform om voormelde certificaten, en in het bijzonder het digitaal EU-COVID-certificaat, af te leveren.

De bepalingen van huidig Samenwerkingsakkoord zullen buiten werking treden wanneer de partijen middels een uitvoerend samenwerkingsakkoord de buitenwerkingtreding ervan bepalen, rekening houdend met de volgende zaken:

- of bepaalde landen nog certificaten vragen, en/of
- of het WHO-platform de aflevering van die certificaten nog ondersteunt.

b. Algemene principes

Huidig samenwerkingsakkoord werd voor advies voorgelegd aan de Gegevensbeschermingsautoriteit (advies nr. 65/2023 van 20 juli 2023), de "Vlaamse Toezichtcommissie voor de verwerking van persoonsgegevens" (advies nr. 2022/072 van 13 juni 2023), de adviezen van de Raad van State (74.601/VR van 7 december 2023), de Vlaamse Raad WVG (reactie van 16 juni 2023 na adviesaanvraag), het inter-Franstalig overlegorgaan en het overleg in het intra-

susmentionnés, et en particulier le certificat COVID numérique de l'UE.

Les dispositions du présent Accord de coopération cesseront d'être en vigueur lorsque les parties décideront de son expiration par le biais d'un accord de coopération d'exécution, en tenant compte des éléments :

- si certains pays exigent encore des certificats, et/ou
- si la plate-forme de l'OMS permet toujours la délivrance de ces certificats.

b. Principes généraux

L'accord de coopération a été soumis à l'avis de l'Autorité de protection des données (avis n°65/2023 du 20 juillet 2023), à l'avis de la "Vlaamse Toezichtcommissie" (avis n°2022/072 du 13 juin 2023), aux avis du Conseil d'Etat (74.601/VR du 7 décembre 2023), à l'avis du Conseil flamand pour l'Aide sociale, la Santé publique et la Famille (réponse du 16 juin 2023 après demande d'avis), à l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone et de la concertation en Comité

insbesondere des digitalen EU-COVID-Zertifikats berücksichtigt werden.

Die Bestimmungen dieses Zusammenarbeitsabkommens treten außer Kraft, wenn die Parteien ihr Außerkrafttreten in einem ausführenden Zusammenarbeitsabkommen, wobei Folgendes zu berücksichtigen ist:

- ob bestimmte Länder immer noch Zertifikate verlangen, und/oder
- ob die WHO-Plattform die Ausstellung dieser Zertifikate noch unterstützt.

b. Allgemeine Grundsätze

Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen ist zwecks begutachtung der Datenschutzbehörde (Gutachten Nr. 65/2023 vom 20. Juli 2023), der "Vlaamse Toezichtcommissie voor de verwerking van persoonsgegevens" (Flämischer Kontrollausschuss für die Verarbeitung personenbezogener Daten) (Stellungnahme Nr. 2022/072 vom 13. Juni 2023), dem Staatsrat (Gutachten Nr. 74.601/VR vom 7. December 2023), dem "Vlaamse Raad WVG" (Flämischer Rat für

Franstalige ministerieel comité voor overleg (advies van 20 juni 2023), en de “Beirat für Gesundheit” (advies van 19 december 2023).

ministériel de concertation intra-francophone (avis du 20 juin 2023), et l’avis du “Beirat für Gesundheit” (avis du 19 décembre 2023).

Wohlbefinden, Volksgesundheit und Familie) (Antwort vom 16. Juni 2023 auf das Ersuchen um Stellungnahme), dem französischsprachigen Konzertierungsorgan und dem französischsprachigen ministeriellen Konzertierungsausschuss zur Konzertierung (Stellungnahme vom 20. Juni 2023), und der Beirat für Gesundheit (Stellungnahme vom 19. Dezember 2023) vorgelegt worden.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

COMMENTAIRE DES ARTICLES

KOMMENTAR ZU DEN ARTIKELN

Artikel 1. Artikel bevat een wijziging van artikel 2 van Samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België, zoals gewijzigd door de Samenwerkingsakkoorden van 27 september 2021 en 28 oktober 2021, in die zin dat het voorziet in de opmaak en afgifte van EU-COVID-

Article 1. L'article 1 contient une modification à l'article 2 de l'Accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, modifié par les Accords de coopération du 27 septembre 2021 et 28 octobre 2021, en ce sens qu'il prévoit la création et la délivrance d'un certificat COVID numérique de l'UE

Artikel 1. Der Artikel enthält eine Änderung von Artikel 2 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben, , abgeändert durch die Zusammenarbeitsabkommen

certificaat teneinde het vrije verkeer tijdens de COVID-19-pandemie te faciliteren vanaf 1 juli 2023.

pour faciliter la libre circulation pendant la pandémie de COVID-19 à partir du 1^{er} juillet 2023.

vom 27. September 2021 und vom 28. Oktober 2021, in dem Sinne das er die Erstellung und Ausstellung von EU-COVID-Zertifikate ab dem 1. Juli 2023 vorsieht, um den freien Personenverkehr während der Pandemie zu erleichtern.

Artikel 2. Artikel 2 voorziet in verschillende wijzigingen aan artikel 3 van hetzelfde Samenwerkingsakkoord, in die zin dat het voorziet in het feit dat deze bepalingen tevens van toepassing zijn vanaf 1 juli 2023, met name vanaf de buitenwerkingtreding van de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat.

Article 2. L'article 2 prévoit quelques modifications à l'article 3 du même Accord de coopération, en ce sens qu'il prévoit que ces dispositions s'appliquent également à partir du 1^{er} juillet 2023, notamment à partir de l'expiration du Règlement relatif au certificat COVID numérique de l'UE.

Artikel 2: Artikel 2 sieht mehrere Änderungen an Artikel 3 desselben Zusammenwerksabkommens vor, indem im Sinne, dass diese Bestimmungen auch ab dem 1. Juli 2023 gelten, insbesondere ab dem Auslaufen der beiden EU-Verordnungen betreffend das digitale EU-Covid-Zertifikat.

Meer specifiek worden de paragrafen 1 tot en met 6 in die zin gewijzigd.

Plus précisément, les paragraphes 1 à 6 sont modifiés en ce sens.

Im Einzelnen werden die Absätze 1 bis 6 entsprechend abgeändert.

Artikel 3. Artikel 3 voorziet in een wijziging van artikel 7 van hetzelfde Samenwerkingsakkoord, in die zin dat het voorziet in het feit dat deze bepalingen tevens van toepassing zijn vanaf 1 juli 2023, met name vanaf de buitenwerkingtreding van de Verordening digitaal EU-COVID-certificaat.

Article 3. L'article 3 prévoit une modification à l'article 7 du même Accord de coopération, en ce sens qu'il prévoit que ces dispositions s'appliquent également à partir du 1^{er} juillet 2023, notamment à partir de l'expiration du Règlement relatif au certificat COVID numérique de l'UE.

Artikel 3: Artikel 3 sieht eine Änderung von Artikel 7 des Zusammenwerksabkommens in dem Sinne vor, dass diese Bestimmungen auch ab dem 1. Juli 2023 gelten, insbesondere ab dem Auslaufen der beiden EU-Verordnungen betreffend das digitale EU-Covid-Zertifikat.

Artikel 4. Artikel 4 bevat een wijziging aan artikel 14, §1 van hetzelfde Samenwerkingsakkoord, in die zin dat het voorziet dat de gegevens bedoeld in artikel 9, §§ 1, 2 en 3 in geen geval langer zullen worden bewaard dan vijftien dagen na de publicatie van het

Article 4. L'article 4 prévoit une modification à l'article 14, §1 du même Accord de coopération, en ce sens qu'il prévoit que les données mentionnées à l'article 9, §§ 1, 2 et 3 ne sont pas conservées au-delà de la période de quinze jours après la publication de l'arrêté royal

Artikel 4: Artikel 4 enthält eine Änderung von Artikel 14 Absatz 1 desselben Zusammenwerksabkommens, indem er vorsieht, dass die in Artikel 9 Absätze 1, 2 und 3 genannten Daten auf keinen Fall länger als 15 Tage nach der Veröffentlichung des königlichen Erlasses

koninklijk besluit dat het einde van de toestand van het coronavirus COVID-19 epidemie afkondigt.

Artikel 5. Artikel 5 bevat enkele wijzigingen aan artikel 33 van hetzelfde Samenwerkingsakkoord.

Het gaat vooreerst over een wijziging aan paragraaf 1, 1°, waarbij de bepalingen die in werking waren in de periode van 16 juni 2021 tot en met 30 juni 2021, tevens vanaf 1 juli 2023 terug in werking treden.

Daarnaast gaat het over een wijziging aan paragraaf 3, betreffende de buitenwerkingtreding van de bepalingen van voormeld Samenwerkingsakkoord. Meer in het bijzonder wordt de buitenwerkingtreding van de bepalingen van Titel I tot en met III, paragraaf 4 van artikel 14 (Titel V) en de bepalingen van Titel VI niet langer gekoppeld aan de buitenwerkingtreding van de Europese Verordeningen, maar aan de datum waarop de partijen bij huidig Samenwerkingsakkoord de datum van buitenwerkingtreding bepalen bij een uitvoerend samenwerkingsakkoord.

Huidig Samenwerkingsakkoord wijzigt evenwel niets aan de

proclamant la fin de l'épidémie du coronavirus COVID-19.

Article 5. L'article 5 prévoit quelques modifications à l'article 33 du même Accord de coopération

Il s'agit tout d'abord d'une modification du paragraphe 1, 1°, selon laquelle les dispositions qui étaient en vigueur durant la période du 16 juin 2021 au 30 juin 2021 redeviennent également d'application à partir du 1^{er} juillet 2023.

En outre, il s'agit d'une modification du paragraphe 3, concernant l'expiration des dispositions dudit Accord de coopération. En particulier, l'expiration des dispositions des titres I à III, le paragraphe 4 de l'article 14 (titre V) et des dispositions du titre VI ne sera plus liée à de l'expiration des Règlements Européens, mais à la date d'expiration fixée par les parties au présent Accord de coopération dans un accord de coopération d'exécution.

Néanmoins, le présent accord de coopération ne modifie pas la date d'expiration de

aufbewahrt werden, der das Ende der Epidemie des Coronavirus COVID-19 erklärt.

Artikel 5 Artikel 5 enthält einige Abänderungen von Artikel 33 desselben Zusammenarbeitsabkommen s.

Zunächst handelt es sich um eine Änderung von Paragraph 1, 1, wonach die Bestimmungen, die im Zeitraum vom 16. Juni 2021 bis zum 30. Juni 2021 in Kraft waren, auch ab dem 1. Juli 2023 wieder in Kraft treten.

Außerdem handelt es sich um eine Abänderung von Absatz 3, der das Außerkrafttreten der Bestimmungen des Zusammenarbeitsabkommens betrifft. Insbesondere ist das Außerkrafttreten der Bestimmungen der Titel I bis III, sowie der Paragraf 4 und von Artikel 14 (Titel V) und der Bestimmungen des Titels VI nicht mehr an das Außerkrafttreten der beiden Europäischen Verordnungen gebunden, sondern an das Datum, an dem die Vertragsparteien des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens das Datum des Außerkrafttretens desselben in einem ausführenden Zusammenarbeitsabkommen festlegen.

Das vorliegende Zusammenarbeitsabkommen ändert jedoch nichts am

buitenwerkingtreding van artikel 2bis (Titel I), de bepalingen in Titel IV en van de paragrafen 2, 3 en 5 van artikel 14 (Titel V) en artikel 16, §2, die betrekking hebben op het COVID Safe Ticket. Deze bepalingen traden buiten werking op 30 juni 2022 en zullen niet opnieuw in werking treden.

l'article 2bis (titre I), des dispositions du titre IV et des paragraphes 2, 3 et 5 de l'article 14 (titre V) et l'article 16, §2 (titre VI), qui concernent le COVID Safe Ticket. Ces dispositions ont expiré le 30 juin 2022 et n'entreront plus en vigueur.

Auslaufen von Artikel 2bis (Titel I), der Bestimmungen in Titel IV und der Paragraphen 2, 3 und 5 des Artikels 14 (Titel V) und Artikel 16, §2 (Titel VI), die sich auf das COVID Safe Ticket beziehen. Diese Bestimmungen sind am 30. Juni 2022 ausgelaufen und werden nicht wieder in Kraft treten.

Titel 2. Algemene bepaling

Titre 2 - Dispositions générales

Titel 2: Allgemeine Bestimmungen

Artikel 6. Artikel 6 regelt de inwerkingtreding van huidig Samenwerkingsakkoord, die wordt bepaald op 1 juli 2023. Deze datum van inwerkingtreding is ingegeven door de aanbeveling van de Europese Unie tot het voorzien van continuïteit.

Article 6. L'article 6 régit l'entrée en vigueur du présent Accord de coopération, fixée au 1^{er} juillet 2023. Cette date d'entrée en vigueur a été motivée par la recommandation de l'Union Européenne d'assurer la continuité.

Artikel 6. Artikel 6 regelt das Inkrafttreten des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens, das auf den 1. Juli 2023 festgelegt ist. Dieses Datum des Inkrafttretens ergibt sich aus der Empfehlung der Europäischen Union, Kontinuität zu gewährleisten.

De inwerkingtreding van dit wetgevend samenwerkingsakkoord heeft de intrekking van het uitvoerend samenwerkingsakkoord van 23 juni 2023 tot gevolg.

L'entrée en vigueur de cet accord de coopération a pour conséquence l'abrogation de l'accord de coopération d'exécution du 23 juin 2023.

Das Inkrafttreten dieses Zusammenarbeitsabkommens hat die Aufhebung des ausführenden Zusammenarbeitsabkommens Gewalt vom 23. Juni 2023 zur Folge.

<p>Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie strekkende tot wijziging van het Samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België, zoals gewijzigd door de Samenwerkingsakkoorden van 27 september 2021 en van 28 oktober 2021</p>	<p>Accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française visant à la modification de l'Accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, tel que modifié par les Accords de coopération du 27 septembre 2021 et 28 octobre 2021</p>	<p>Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission zur Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben, abgeändert durch die Zusammenarbeitsabkommen vom 27. September 2021 und vom 28. Oktober 2021</p>
---	---	---

Gelet op de Verordening (EG) nr. 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming

Vu le Règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des

Aufgrund der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher

van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van de Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming);

Gelet op de Verordening (EU) 2021/953 van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2021 betreffende een kader voor de afgifte, verificatie en aanvaarding van interoperabele COVID19-vaccinatie-, test- en herstelcertificaten (digitaal EU-COVID-certificaat) teneinde het vrije verkeer tijdens de COVID-19-pandemie te faciliteren;

Gelet op de Verordening (EU) 2021/954 van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2021 betreffende een kader voor de afgifte, verificatie en aanvaarding van interoperabele COVID19-vaccinatie-, test- en herstelcertificaten (digitaal EU-COVID-certificaat) ten aanzien van onderdanen van derde landen die legaal op het grondgebied van de staten verblijven of wonen tijdens de COVID-19-pandemie;

personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ;

Vu le Règlement (UE) 2021/953 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2021 relatif à un cadre pour la délivrance, la vérification et l'acceptation de certificats COVID-19 interoperables de vaccination, de test et de rétablissement (certificat COVID numérique de l'UE) afin de faciliter la libre circulation pendant la pandémie de COVID-19;

Vu le Règlement (UE) 2021/954 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2021 relatif à un cadre pour la délivrance, la vérification et l'acceptation de certificats COVID-19 interoperables de vaccination, de test et de rétablissement (certificat COVID numérique de l'UE) destinés aux ressortissants de pays tiers séjournant ou résidant légalement sur le territoire des États membres pendant la pandémie de COVID-19 ;

Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutz-Grundverordnung);

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/953 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2021 über einen Rahmen für die Ausstellung, Überprüfung und Anerkennung interoperabler Zertifikate zur Bescheinigung von COVID-19-Impfungen und -Tests sowie der Genesung von einer COVID-19-Infektion (digitales COVID-Zertifikat der EU) mit der Zielsetzung der Erleichterung der Freizügigkeit während der COVID-19-Pandemie;

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/954 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2021 über einen Rahmen für die Ausstellung, Überprüfung und Anerkennung interoperabler Zertifikate zur Bescheinigung von COVID-19-Impfungen und -Tests sowie der Genesung von einer COVID-19-Infektion (digitales COVID-Zertifikat der EU) für Drittstaatsangehörige mit rechtmäßigem Aufenthalt oder Wohnsitz im Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten während der COVID-19-Pandemie;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikelen 5, §1, I en 6bis, §1, §2, 1° en 2° en 92bis;	Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, et notamment ses articles 5, §1er, I, 6bis, §1 ^{er} , § 2, 1° et 2° et 92bis ;	Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere der Artikel 5 § 1 römisch I, 6bis § 1, § 2 Nr. 1 und 2 und 92bis;
Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 4, §2;	Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, l'article 4, §2 ;	Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 4 § 2;
Gelet op de wet van 20 juli 2006 betreffende de oprichting en de werking van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten, artikel 4, §1, derde lid, 3° en 4°;	Vu la loi du 20 juillet 2006 relative à la création et au fonctionnement de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé, et notamment l'article 4, §1, alinéa 3, 3°et 4° ;	Aufgrund des Gesetzes vom 20. Juli 2006 über die Schaffung und die Arbeitsweise der Föderalagentur für Arzneimittel und Gesundheitsprodukte und insbesondere des Artikels 4 § 1 Absatz 3 Nr. 3 und 4;
Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikel 47/17bis;	Vu le Code wallon de l'action sociale et de la santé, l'article 47/17bis ;	Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches für soziale Aktion und Gesundheit, Artikel 47/17bis;
Gelet op het decreet van 17 juli 2002 van de Franse Gemeenschap houdende hervorming van de Office de la Naissance et de l'Enfance, afgekort O.N.E, artikel 2, §2. 8°;	Vu le décret du 17 juillet 2002 de la Communauté française portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé O.N.E, l'article 2, §2. 8 ;	Aufgrund des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 17. Juli 2002 "portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé O.N.E" (Reform des Geburten- und Kinderhilfsamts), Artikel 2 § 2 Nr. 8;
Gelet op het decreet van 18 februari 2016 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de gezondheidspromotie;	Vu le décret du 18 février 2016 de la Commission communautaire française relatif à la promotion de la santé ;	Aufgrund des Dekrets der Französischen Gemeinschaftskommission vom 18. Februar 2016 "relatif à la promotion de la santé" (Gesundheitsförderung);
Gelet op het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 21 november 2003 betreffende het preventieve	Vu le décret de la Communauté flamande du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive, l'article 43, §3 ;	Aufgrund des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 21. November 2003 "betreffende het preventieve

gezondheidsbeleid, artikel 43, §3;		gezondheidsbeleid" (präventive Gesundheitspolitik), Artikel 43 § 3;
Gelet op het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 1 juni 2004 betreffende de gezondheids promotie en inzake medische preventie;	Vu le décret de la Communauté germanophone du 1 ^{er} juin 2004 relatif à la promotion de la santé et à la prévention médicale ;	Aufgrund des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 1. Juni 2004 zur Gesundheitsförderung und zur medizinischen Prävention;
Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 16 mei 2014 houdende diverse bepalingen ter uitvoering van het decreet van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid en tot wijziging van uitvoeringsbesluiten van dit decreet;	Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 mai 2014 portant diverses dispositions en exécution du décret du 21 novembre 2003 relatif à la politique de santé préventive et modifiant des arrêtés d'exécution de ce décret ;	Aufgrund des Erlasses der Flämischen Regierung vom 16. Mai 2014 "houdende diverse bepalingen ter uitvoering van het decreet van 21 november 2003 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid en tot wijziging van uitvoeringsbesluiten van dit decreet" (Bestimmungen zur Ausführung des Dekrets vom 21. November 2003 über präventive Gesundheitspolitik und zur Abänderung der Ausführungserlasse);
Gelet op het ministerieel besluit van 29 januari 2015 tot het bepalen, van het vaccinatieschema voor Vlaanderen, artikel 9;	Vu l'arrêté ministériel du 29 janvier 2015 fixant le schéma de vaccination pour la Flandre, l'article 9 ;	Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 29. Januar 2015 zur Festlegung des Impfschemas für Flandern, Artikel 9;
Gelet op de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 19 juli 2007 betreffende het preventieve gezondheidsbeleid;	Vu l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 19 juillet 2007 relative à la politique de prévention en santé ;	Aufgrund der Ordonnanz der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission vom 19. Juli 2007 "relative à la politique de prévention en santé" / "betreffende het preventieve gezondheidsbeleid" (präventive Gesundheitspolitik);
Gelet op het besluit van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 23 april 2009 betreffende	Vu l'arrêté du Collège réuni de la Commission communautaire commune du 23 avril 2009 relatif à la prophylaxie des maladies transmissibles ;	Aufgrund des Erlasses des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission vom 23. April 2009 "relatif à la prophylaxie des maladies

de profylaxe tegen
overdraagbare ziekten;

transmissibles"/"betreffende
de profylaxe tegen over-
draagbare ziekten" (Pro-
phylaxe bei übertragbaren
Krankheiten);

Gelet op het
Samenwerkingsakkoord van
14 juli 2021 tussen de
Federale Staat, de Vlaamse
Gemeenschap, de Franse
Gemeenschap, de Duitstalige
Gemeenschap, de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie,
het Waals Gewest en de
Franse
Gemeenschapscommissie
betreffende de verwerking
van gegevens met betrekking
tot het digitaal EU-COVID-
certificaat, het COVID Safe
Ticket, het PLF en de
verwerking van
persoonsgegevens van in het
buitenland wonende of
verblijvende werknemers en
zelfstandigen die activiteiten
uitvoeren in België;

Vu l'Accord de coopération
du 14 juillet 2021 entre l'État
fédéral, la Communauté
flamande, la Communauté
française, la Communauté
germanophone, la
Commission communautaire
commune, la Région
wallonne et la Commission
communautaire française
concernant le traitement des
données liées au certificat
COVID numérique de l'UE
et au COVID Safe Ticket, le
PLF et le traitement des
données à caractère
personnel des travailleurs
salariés et des travailleurs
indépendants vivant ou
résidant à l'étranger qui
effectuent des activités en
Belgique;

Aufgrund des
Zusammenarbeitsabkommen
s vom 14. Juli 2021 zwischen
dem Föderalstaat, der
Flämischen Gemeinschaft,
der Französischen
Gemeinschaft, der
Deutschsprachigen
Gemeinschaft, der
Gemeinsamen
Gemeinschaftskommission,
der Wallonischen Region
und der Französischen
Gemeinschaftskommission
über die Verarbeitung von
Daten im Zusammenhang
mit dem digitalen EU-
COVID-Zertifikat, dem
COVID Safe Ticket, dem
PLF und der Verarbeitung
personenbezogener Daten
von Lohnempfängern und
Selbständigen, die im
Ausland leben oder wohnen
und in Belgien Tätigkeiten
ausüben;

Gelet op het
Samenwerkingsakkoord van
27 september 2021
streckende tot wijziging van
het Samenwerkingsakkoord
van 14 juli 2021 tussen de
Federale Staat, de Vlaamse
Gemeenschap, de Franse
Gemeenschap, de Duitstalige
Gemeenschap, de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie,
het Waals Gewest en de
Franse
Gemeenschapscommissie
betreffende de verwerking
van gegevens met betrekking

Vu l'Accord de coopération
du 27 septembre 2021 visant
à la modification de l'accord
de coopération du 14 juillet
2021 entre l'État fédéral, la
Communauté flamande, la
Communauté française, la
Communauté
germanophone, la
Commission communautaire
commune, la Région
wallonne et la Commission
communautaire française
concernant le traitement des
données liées au certificat
COVID numérique de l'UE
et au COVID Safe Ticket, le

Aufgrund des
Zusammenarbeitsabkommen
vom 27. September 2021 zur
Änderung des
Zusammenarbeitsabkommen
s vom 14. Juli 2021 zwischen
dem Föderalstaat, der
Flämischen Gemeinschaft,
der Französischen
Gemeinschaft, der
Deutschsprachigen
Gemeinschaft, der
Gemeinsamen
Gemeinschaftskommission,
der Wallonischen Region
und der Französischen
Gemeinschaftskommission

tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België;

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 28 oktober 2021 strekkende tot wijziging van het Samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België;

Overwegende het feit dat de Gemeenschappen en Gewesten in het algemeen bevoegd zijn voor het gezondheidsbeleid;

PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique ;

Vu l'Accord de coopération du 28 octobre 2021 visant à la modification de l'accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique ;

Considérant que les Communautés et Régions sont, d'une façon générale, compétentes en matière de politique de santé ;

über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben;

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommen vom 28. Oktober 2021 zur Änderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem COVID Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben;

In der Erwägung, dass die Gemeinschaften und Regionen im Allgemeinen für die Gesundheitspolitik zuständig sind;

<p>Overwegende dat een aantal materies met betrekking tot het gezondheidsbeleid tot de bevoegdheid blijven behoren van de Federale Staat;</p>	<p>Considérant qu'un certain nombre de matières liées à la politique de santé continuent à relever de la compétence de l'État fédéral ;</p>	<p>In der Erwägung, dass einige Angelegenheiten der Gesundheitspolitik weiterhin in die Zuständigkeit des Föderalstaates fallen;</p>
<p>Overwegende dat dit samenwerkingsakkoord tot stand is gekomen met respect voor de bevoegdheidsverdeling die krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen aan de verschillende bevoegdheidsniveaus werden toegekend dankzij een intense samenwerking in de schoot van de Interministeriële Conferentie die kadert in een lange traditie van samenwerking binnen de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid tussen de verschillende bevoegdheidsniveaus van ons land;</p>	<p>Considérant que cet accord de coopération a pu être réalisé dans le respect de la répartition des compétences qui en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles ont été attribuées aux différents niveaux de pouvoirs grâce à une collaboration intense au sein de la Conférence Interministérielle qui s'inscrit dans une longue tradition de collaboration au sein de la Conférence Interministérielle de santé entre les différents niveaux de pouvoirs de notre pays ;</p>	<p>In der Erwägung, dass vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen unter Berücksichtigung der Verteilung der Zuständigkeiten, die den verschiedenen Befugnis-ebenen aufgrund des Sondergesetzes zur Reform der Institutionen zugewiesen wurden, als Ergebnis einer intensiven Zusammenarbeit innerhalb der Interministeriellen Konferenz geschlossen worden ist, die Teil einer langen Tradition der Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen Befugnis-ebenen in unserem Land innerhalb der Interministeriellen Konferenz Volksgesundheits ist;</p>
<p>is het noodzakelijk een samenwerkingsakkoord af te sluiten,</p>	<p>il est nécessaire de conclure un accord de coopération,</p>	<p>ist es notwendig, ein Zusammenarbeitsabkommen zu schließen</p>
<p>TUSSEN</p>	<p>ENTRE</p>	<p>ZWISCHEN</p>
<p>De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Federale Regering, in de persoon van Alexander De Croo, Eerste minister, en Frank Vandenbroucke, Vice-eerste minister en minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid;</p>	<p>L'Etat fédéral, représenté par le Gouvernement fédéral en la personne de Alexander De Croo, Premier ministre, et de Frank Vandenbroucke, Vice-Premier ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique ;</p>	<p>dem Föderalstaat, vertreten durch die Föderalregierung in der Person von Alexander De Croo, Premierminister, und von Frank Vandenbroucke, Vizepremierminister und Minister der Sozialen Angelegenheiten und der Volksgesundheits,</p>
<p>De Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van Jan Jambon,</p>	<p>La Communauté flamande, représentée par le Gouvernement flamand en la personne de Jan Jambon,</p>	<p>der Flämischen Gemeinschaft, vertreten durch die Flämische Regierung in der Person von Jan Jambon,</p>

<p>Minister-president van de Vlaamse Regering en Vlaams minister van Buitenlandse Zaken, Cultuur, Digitalisering en Facilitair Management, en Hilde Crevits, Vice-minister-president van de Vlaamse Regering en Vlaams minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin;</p>	<p>Ministre-président du Gouvernement flamand et ministre flamand de la Politique extérieure, de la Culture, la Digitalisation et les Services généraux, et de Hilde Crevits, Vice-première ministre du Gouvernement flamand et le ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille ;</p>	<p>Ministerpräsident der Flämischen Regierung und Flämische Minister für Auswärtige Angelegenheiten, Kultur, Digitalisierung und Allgemeine Dienste, und von Hilde Crevits, Vize-Ministerpräsidentin der Flämischen Regierung und Flämische Ministerin für Wohlstand, Volksgezundheit und Familie,</p>
<p>De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door zijn regering, in de persoon van Pierre-Yves Jeholet, Minister-president en Minister van Sport en van Onderwijs voor Sociale Promotie, en Bénédicte Linard, Vice-president en minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten en Françoise Bertieaux, minister voor Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Jeugdzorg, Justitiehuisen, Jeugd, en de Promotie van Brussel;</p>	<p>La Communauté française, représentée par son gouvernement en la personne de Pierre-Yves Jeholet, Ministre-président et Ministre des Sports et de l'Enseignement de promotion sociale, de Bénédicte Linard, Vice-présidente et ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes et de Françoise Bertieaux, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, et de la Promotion de Bruxelles ;</p>	<p>der Französischen Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Pierre-Yves Jeholet, Ministerpräsident und Minister für Sport und für Weiterbildungsunterricht, von Bénédicte Linard, Vizepräsidentin und Ministerin für Kinderwohl, Gesundheit, Kultur, Medien und Frauenrechte, und von Françoise Bertieaux, Ministerin für Hochschulwesen, Weiterbildungsunterricht, Universitätskrankenhäuser, Jugendhilfe, Justizhäuser, Jugend, und Förderung von Brüssel,</p>
<p>Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn regering, in de persoon van Elio Di Rupo, Minister-president van de Waalse Regering en Christie Morreale, Vice-minister-president van de Waalse Regering en minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten;</p>	<p>La Région wallonne, représentée par son gouvernement en la personne de Elio Di Rupo, Ministre-président du Gouvernement wallon et de Christie Morreale, Vice-présidente du Gouvernement wallon et ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes ;</p>	<p>der Wallonischen Region, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Elio Di Rupo, Ministerpräsident der Wallonischen Regierung, und von Christie Morreale, Vize-Ministerpräsidentin der Wallonischen Regierung und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, Soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Frauenrechte,</p>

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door zijn regering in de persoon van Oliver Paasch, Minister-president en minister van Lokale Besturen en Financiën en Antonios Antoniadis, Vice-minister-president en minister van Familie, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden;

La Communauté germanophone, représentée par son gouvernement en la personne de Oliver Paasch, Ministre-président et ministre des Pouvoirs locaux et des Finances et de Antonios Antoniadis, Vice-ministre-président et ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales;

der Deutschsprachigen Gemeinschaft, vertreten durch ihre Regierung in der Person von Oliver Paasch, Ministerpräsident und Minister für lokale Behörden und Finanzen, und von Antonios Antoniadis, Vize-Ministerpräsident und Minister für Familie, Gesundheit und Soziales,

De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Verenigd College in de persoon van Rudi Vervoort, Voorzitter van het Verenigd College en Alain Maron en Elke Van Den Brandt, leden belast met Gezondheid en Welzijn;

La Commission communautaire commune, représentée par le Collège réuni en la personne de Rudi Vervoort, Président du Collège réuni et Alain Maron et Elke Van den Brandt, membres chargés de la Santé et l'Action sociale ;

der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, vertreten durch das Vereinigte Kollegium in der Person von Rudi Vervoort, Präsident des Vereinigten Kollegiums, und von Alain Maron und Elke Van den Brandt, für die Gesundheit und die Soziale Maßnahmen,

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door zijn College in de persoon van Barbara Trachte, Minister-president belast met de Gezondheids promotie, Gezin, Begroting en Openbaar Ambt en Alain Maron, minister belast met Welzijn en Gezondheid;

La Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de Barbara Trachte, Ministre-présidente chargée de la Promotion de la Santé, de la Famille, du Budget et de la Fonction publique et Alain Maron, ministre chargé de l'Action sociale et de la Santé ;

der Französischen Gemeinschaftskommission, vertreten durch ihr Kollegium in der Person von Barbara Trachte, Ministerpräsidentin, beauftragt mit Gesundheitsförderung, Familie, Haushalt und Öffentlichem Dienst, und von Alain Maron, Minister, beauftragt mit Sozialer Maßnahmen und Gesundheit.

Titel 1. Wijziging aan het Samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie

Titre 1. Modifications à l'Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française

Titel 1. Abänderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und

betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België, zoals gewijzigd door de Samenwerkingsakkoorden van 27 september 2021 en van 28 oktober 2021

Art. 1. Artikel 2, §1 van het Samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België, zoals gewijzigd door de samenwerkingsakkoorden van 27 september 2021 en 28 oktober 2021 wordt aangevuld met de bepaling onder 4°, luidende:

concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, tel que modifié par les Accords de coopération du 27 septembre 2021 et du 28 octobre 2021

Art. 1. L'article 2, §1^{er}, de l'Accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, tel que modifié par les Accords de coopération du 27 septembre 2021 et du 28 octobre 2021, est complété par le 4^o rédigé comme suit :

der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem Covid Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben, abgeändert durch die Zusammenarbeitsabkommen vom 27. September 2021 und 28. Oktober 2021

Art. 1. Artikel 2, §1 des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem Covid Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben, abgeändert durch die Zusammenarbeitsabkommen vom 27. September 2021 und 28. Oktober 2021, wird durch die Bestimmung

unter Ziffer 4 wie folgt ergänzt:

“4° de opmaak en afgifte van het digitaal EU-COVID-certificaat teneinde het vrije verkeer te faciliteren vanaf 1 juli 2023”.

« 4° la création et la délivrance du certificat COVID numérique de l’UE afin de faciliter la libre circulation à partir du 1^{er} juillet 2023”.

"4° Erstellung und Ausstellung des digitalen EU-COVID-Zertifikats, um den freien Verkehr ab dem 1. Juli 2023 zu erleichtern."

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde Samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht:

Art. 2. Dans l’article 3 du même Accord de coopération, les modifications suivantes sont apportées:

Art. 2. In Artikel 3 des Zusammenwirkensabkommens werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “en na de buitenwerkingtreding van die verordening” ingevoegd tussen de woorden “Verordening digitaal EU-COVID-certificaat” en “en overeenkomstig artikel 3, §1 van die verordening”;

1° dans le paragraphe 1, les mots « et après la date d’expiration dudit règlement » sont insérés entre les mots « règlement relatif au certificat COVID numérique de l’UE » et les mots « et conformément à l’article 3, paragraphe 1, de ce règlement, » ;

1° In Paragraph 1 werden die Worte "und nach Auslaufen der Verordnungen" eingefügt zwischen „Verordnung digitale EU-Covid-Zertifikat“ und "und gemäß Artikel 3 Absatz 1 der Verordnung" eingefügt;

2° in paragraaf 2 worden de woorden “en na de buitenwerkingtreding van die verordening” ingevoegd tussen de woorden “Verordening digitaal EU-COVID-certificaat” en “en overeenkomstig artikel 3, §2 van die verordening”;

2° dans le paragraphe 2, les mots « et après la date d’expiration dudit règlement » sont insérés entre les mots « règlement relatif au certificat COVID numérique de l’UE » et les mots « et conformément à l’article 3, §2, de ce règlement, » ;

2° In Paragraph 2 werden die Worte "und nach Außerkrafttreten der genannten Verordnung" zwischen den Worten "Verordnung digitale EU-COVID Zertifikat" und "und gemäß Artikel 3, Absatz 2 dieser Verordnung" eingefügt;

3° in paragraaf 3 worden de woorden “en na de buitenwerkingtreding van die verordening”

3° dans le paragraphe 3, les mots « et après la date d’expiration dudit règlement » sont insérés entre les mots

3° In Absatz 3 werden die Worte "und nach Außerkrafttreten der genannten Verordnung" zwischen den Worten

ingevoegd tussen de woorden “Verordening digitaal EU-COVID-certificaat” en “en overeenkomstig artikel 3, §4 van die verordening”;

4° in paragraaf 4 worden de woorden “en na de buitenwerkingtreding van die verordening” ingevoegd tussen de woorden “Verordening digitaal EU-COVID-certificaat” en “en overeenkomstig artikel 3, §5 van die verordening”;

5° in paragraaf 5 worden de woorden “en na de buitenwerkingtreding van die verordening” ingevoegd tussen de woorden “Verordening digitaal EU-COVID-certificaat” en “en overeenkomstig artikel 3, §6 van die verordening”;

6° in paragraaf 5 wordt het woord “is” tussen de woorden “bedoelde certificaten” en “geen voorwaarden” opgeheven;

7° in paragraaf 6 worden de woorden “en na de buitenwerkingtreding van die verordening”

« règlement relatif au certificat COVID numérique de l’UE » et les mots « et conformément à son article 3, §4, »

4° dans le paragraphe 4, les mots « et après la date d’expiration dudit règlement » sont insérés entre les mots « règlement relatif au certificat COVID numérique de l’UE » et les mots « et conformément à l’article 3, paragraphe 5, de ce règlement, »

5° dans le paragraphe 5, les mots « et après la date d’expiration dudit règlement » sont insérés entre les mots « règlement relatif au certificat COVID numérique de l’UE » et les mots « et conformément à l’article 3, §6, de ce règlement, »

6° au paragraphe 5 du texte néerlandais, le mot "is" entre les mots "bedoelde certificaten" et "geen voorwaarden" est abrogé ;

7° dans le paragraphe 6, les mots « et après la date d’expiration dudit règlement » sont insérés entre les mots

"Verordnung digitales EU-COVID Zertifikat" und "und gemäß Artikel 3, Absatz 4 dieser Verordnung" eingefügt;

4° In Absatz 4 werden die Worte "und nach Außerkräfttreten der genannten Verordnung" zwischen den Worten "Verordnung digitales EU-COVID Zertifikat" und "und gemäß Artikel 3, Absatz 5 dieser Verordnung" eingefügt;

5° In Absatz 5 werden die Worte "und nach Außerkräfttreten der genannten Verordnung" zwischen den Worten "Verordnung EU-COVID digitales Zertifikat" und "und gemäß Artikel 3, Absatz 6 dieser Verordnung" eingefügt;

6° In Paragraph 5 des niederländischen Textes wird das Wort „is“ zwischen den Punkten „bedoelde certificaten“ und „geen voorwaarden“ gestrichen.

7° In Absatz 6 werden die Worte "und nach Außerkräfttreten der genannten Verordnung" zwischen den Worten

ingevoegd tussen de woorden “Verordening digitaal EU-COVID-certificaat” en “en overeenkomstig artikel 3, §7 van die verordening”.

« règlement relatif au certificat COVID numérique de l’UE » et les mots « et conformément à l’article 3, §7, de ce règlement, »

"Verordnung digitales EU-COVID digitales Zertifikat" und "und gemäß Artikel 3, Absatz 7 dieser Verordnung" eingefügt.

Art. 3. In artikel 7, §1 van hetzelfde Samenwerkingsakkoord worden de woorden “en na de buitenwerkingtreding van die Verordening” ingevoegd tussen de woorden “Verordening digitaal EU-COVID-certificaat” en “en voor de periode van 16 juni”.

Art. 3. Dans l’article 7, §1 du même Accord de coopération, les mots « et après la date d’expiration dudit règlement » sont insérés entre les mots « règlement relatif au certificat COVID numérique de l’UE » et les mots « et pour la période du 16 juin, »

Art. 3. In Artikel 7 § 1 desselben Zusammenarbeitsabkommens werden die Worte "und nach Ablauf der Geltungsdauer dieser Verordnung" zwischen den Worten "Verordnung digitales EU-COVID Zertifikat" und "und für den Zeitraum vom 16. Juni" eingefügt

Art. 4. In artikel 14 van hetzelfde Samenwerkingsakkoord wordt §1 vervangen als volgt:

Art. 4. Dans l’article 14, §1 du même Accord de coopération, le §1 est remplacé par ce qui suit :

Art. 4. In Artikel 14 desselben Zusammenarbeitsabkommens wird § 1 wie folgt ersetzt:

“De persoonsgegevens vermeld in artikel 9, §§ 1, 2 en 3, die met het oog op de afgifte van het digitaal EU-COVID-certificaat, met inbegrip van de afgifte van een nieuw digitaal EU-COVID-certificaat, worden verwerkt, worden door de afgever niet langer bewaard dan strikt noodzakelijk is voor het doel ervan en in geen geval langer dan een periode van vijftien dagen na de publicatie van het koninklijk besluit dat het einde van de toestand van het coronavirus COVID-19 epidemie afkondigt.”

« Les données visées à l’article 9, §§ 1, 2 et 3, traitées aux fins de la délivrance des certificats COVID numérique de l’UE, y compris la délivrance d’un nouveau certificat, ne sont pas conservées par l’émetteur plus longtemps que ce qui est strictement nécessaire à la finalité poursuivie et, en tout état de cause, ne sont pas conservées au-delà la période du quinze jours après la publication de l’arrêté royal proclamant la fin de l’épidémie du coronavirus COVID-19. »

"Die in Artikel 9, §§ 1, 2 und 3 genannten personenbezogenen Daten, die zum Zweck der Ausstellung des digitalen EU-COVID-Zertifikats, einschließlich der Ausstellung eines neuen digitalen EU-COVID-Zertifikats, verarbeitet werden, werden vom Vollstrecker nicht länger aufbewahrt, als es für den Zweck unbedingt erforderlich ist, und in jedem Fall nicht länger als 15 Tage nach der Veröffentlichung des königlichen Erlasses, der das Ende der Epidemie des Coronavirus COVID-19 erklärt."

Art. 5. In artikel 33 van het hetzelfde Samenwerkingsakkoord worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, 1° worden de woorden “en vanaf 1 juli 2023” ingevoegd tussen de woorden “30 juni 2021” en “voor wat betreft”;

2° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

“§3. Artikel 2bis (Titel I), alsook de bepalingen van Titel IV, de paragrafen 2, 3 en 5 van artikel 14 (Titel V) en artikel 16, §2 (Titel VI) treden buiten werking op 30 juni 2022. De overige bepalingen van Titel I tot en met III, alsook van paragraaf 4 van artikel 14 (Titel V) en de overige bepalingen van Titel VI treden buiten werking op de dag die door de partijen bij huidig Samenwerkingsakkoord bij wijze van een uitvoerend samenwerkingsakkoord is bepaald.”

Titel 2. Algemene bepaling

Art. 5. Dans l'article 33 du même Accord de coopération, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1, 1°, les mots « et à partir du 1^{er} juillet 2023 » sont insérés entre les mots « 30 juin 2021 » et « en ce qui concerne » ;

2° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit:

« §3. Article 2bis (Titre I) et les dispositions du Titre IV, des paragraphes 2, 3 et 5 de l'article 14 (Titre V) et article 16, §2 (Titre VI) cessent de s'appliquer le 30 juin 2022. Les autres dispositions des Titres I à III, ainsi que le paragraphe 4 de l'article 14 (Titre V) et les autres dispositions du Titre VI cessent de produire leurs effets à la date déterminée par les parties au présent Accord de coopération par le biais d'un accord de coopération d'exécution. »

Titre 2. Disposition générale

Art. 5. An Artikel 33 des Zusammenarbeitsabkommens werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 Ziffer 1 werden die Worte zwischen den Worten "und ab 1. Juli 2023" zwischen den Worten "30. Juni 2021" und "in Bezug auf" eingefügt;

2° Absatz 3 wird wie folgt ersetzt:

"§3. Artikel 2bis (Titel I), sowie die Bestimmungen des Titels IV und der Paragraphen 2, 3 und 5 des Artikels 14 (Titel V) und 16, §2 (Titel VI) treten am 30. Juni 2022 außer Kraft. Die anderen Bestimmungen der Titel I bis III sowie den Paragraf 4 des Artikels 14 (Titel V) und die anderen Bestimmungen des Titels VI treten an dem Tag außer Kraft, der von den Vertragsparteien des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens auf dem Wege eines ausführenden Zusammenarbeitsabkommens festgelegt wird."

Titel 2: Allgemeine Bestimmung

Art. 6. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op 1 juli 2023.

De inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord heeft de intrekking van het uitvoerend samenwerkingsakkoord van 23 juni 2023 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie strekkende tot wijziging van het Samenwerkingsakkoord van 14 juli 2021 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verwerking van gegevens met betrekking tot het digitaal EU-COVID-certificaat, het COVID Safe Ticket, het PLF en de verwerking van persoonsgegevens van in het buitenland wonende of verblijvende werknemers en zelfstandigen die activiteiten uitvoeren in België, zoals gewijzigd door de Samenwerkingsakkoorden van 27 september 2021 en van 28 oktober 2021 tot gevolg.

Art. 6. Le présent accord de coopération entre en vigueur le 1^{er} juillet 2023.

L'entrée en vigueur du présent accord de coopération abroge l'accord de coopération d'exécution du 23 juin 2023 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française visant à la modification de l'Accord de coopération du 14 juillet 2021 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le traitement des données liées au certificat COVID numérique de l'UE et au COVID Safe Ticket, le PLF et le traitement des données à caractère personnel des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants vivant ou résidant à l'étranger qui effectuent des activités en Belgique, tel que modifié par les Accords de coopération du 27 septembre 2021 et 28 octobre 2021.

Art. 6. - Vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen tritt am 1. Juli 2023 in Kraft.

Mit dem Inkrafttreten dieses Zusammenarbeitsabkommens wird das ausführende Zusammenarbeitsabkommen vom 23. Juni 2023 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallo-nischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission zur Änderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 14. Juli 2021 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit dem digitalen EU-COVID-Zertifikat, dem Covid Safe Ticket, dem PLF und der Verarbeitung personenbezogener Daten von Lohnempfängern und Selbständigen, die im Ausland leben oder wohnen und in Belgien Tätigkeiten ausüben, abgeändert durch die Zusammenarbeitsabkommen vom 27. September

2021 und 28. Oktober 2021
die zu Folgendem führt.

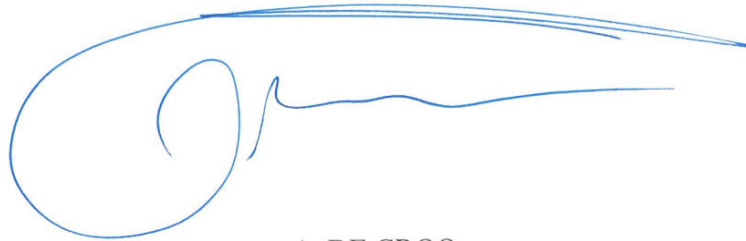
Gedaan te Brussel, op 8 februari 2024	Fait à Bruxelles, le 8 février 2024	Brüssel, den 8. Februar 2024
--	--	------------------------------

in één origineel exemplaar.	en un exemplaire original.	in einer Originalausfertigung.
-----------------------------	----------------------------	--------------------------------

De Eerste Minister,

Le Premier Ministre,

Der Premierminister

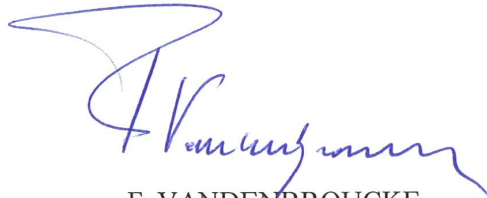


A. DE CROO

De Vice-eerste Minister en
Minister van Sociale Zaken
en Volksgezondheid,

Le Vice-Premier Ministre et
Ministre des Affaires
sociales et de la Santé
publique,

Der Vizepremierminister und
Minister der Sozialen
Angelegenheiten und der
Volksgesundheit



F. VANDENBROUCKE

De Minister-President van de Vlaamse Regering en Vlaams Minister van Buitenlandse Zaken, Cultuur, Digitalisering en Facilitair Management,

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand et Ministre flamand des Affaires étrangères, de la Culture, la Digitalisation et de la Gestion des Facilités,

Der Ministerpräsident der Flämischen Regierung und Flämischer Minister für Auswärtige Angelegenheiten, Kultur, Digitalisierung und Allgemeine Dienste



J. JAMBON

De Viceminister-president van de Vlaamse Regering en Vlaams Minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,

La Vice-ministre-présidente du Gouvernement flamand et Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille,

Die Vize-Ministerpräsidentin der Flämischen Regierung und Flämische Ministerin für Wohlstand, Volksgesundheit und Familie



H. CREVITS

De Minister-President van de Franse Gemeenschap en Minister van Sport en van Onderwijs voor Sociale Promotie,	Le Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles et Ministre des Sports et de l'Enseignement de promotion sociale,	Der Ministerpräsident der Französische Gemeinschaft und Minister für Sport und für Weiter-bildungsunterricht
---	---	--

P.Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten van de Franse Gemeenschap,	La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes de la Communauté française,	Die Vizepräsidentin und Ministerin für Kinderwohlfahrt, Gesundheit, Kultur, Medien und Frauenrechte der Französischen Gemeinschaft
---	--	--

B. LINARD

Minister voor Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Jeugdzorg, Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel van de Franse Gemeenschap,	La Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse, et de la Promotion de Bruxelles de la Communauté française,	Die Ministerin für Hochschulwesen, Weiterbildungsunterricht, Universitätskrankenhäuser, Jugendhilfe, Justizhäuser, Jugend, und die Promotion von Brüssel der Französischen Gemeinschaft
---	--	---

F. BERTIEAUX

De Minister-President van de
Waalse Regering,

Le Ministre-Président
Gouvernement wallon,

du Der Ministerpräsident der
Wallonischen Regierung



E. DIRUPO

De Vice-President en
Minister van Werk,
Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale
Economie, Gelijke Kansen
en Vrouwenrechten van de
Waalse Regering,

La Vice-Présidente et Ministre
de l'Emploi, de la Formation,
de la Santé, de l'Action sociale
et de l'Economie sociale, de
l'Egalité des chances et des
Droits des femmes du
Gouvernement wallon,

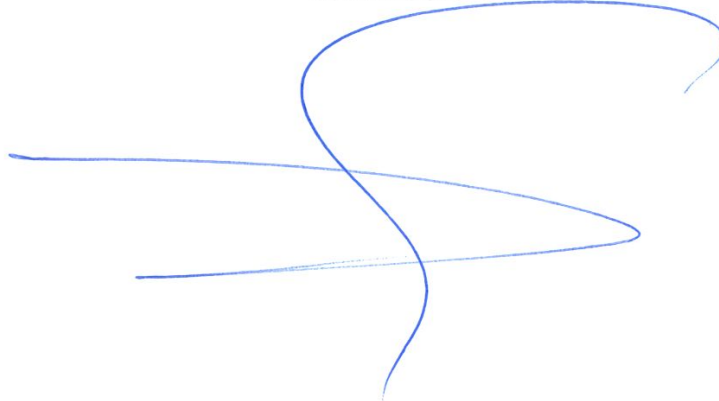
Die Vizepräsidentin und
Ministerin für Beschäfti-
gung, Ausbildung,
Gesundheit, Soziale Maß-
nahmen, Chancengleichheit
und Frauenrechte der
Wallonischen Regierung



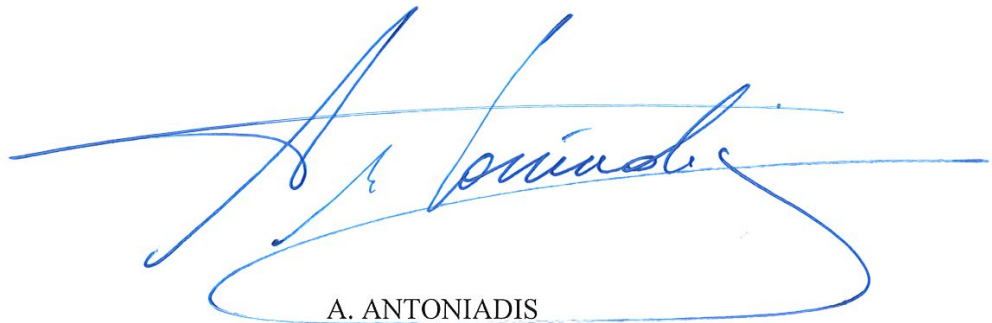
C. MORREALE

De Minister-President en Minister van Lokale Besturen en Financiën van de Duitstalige Gemeenschap, Le Ministre-Président et Ministre des Pouvoirs locaux et des Finances de la Communauté germanophone, Der Ministerpräsident und Minister für Lokale Behörden und Finanzen der Deutschsprachigen Gemeinschaft

O. PAASCH



De Vice-Minister-President en Minister van Familie, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden, van de Duitstalige Gemeenschap, Le Vice-Ministre-Président et Ministre de Famille, de la Santé et des Affaires sociales de la Communauté germanophone, Der Vize-Ministerpräsident und Minister für Familie, Gesundheit und Soziales der Deutschsprachigen Gemeinschaft



A. ANTONIADIS

De Voorzitter van het
Verenigd College van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie,

Le Président du Collège réuni
de la Commission
communautaire commune,

Der Präsident des Ver-
einigten Kollegiums der
Gemeinsamen Gemein-
schaftskommission



R. VERVOORT

Het lid van het Verenigd
College van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie,
belast met Gezondheid en
Welzijn,

Le membre du Collège réuni
de la Commission
communautaire commune,
chargé la Santé et l'Action
sociale,

Das Mitglied des Vereinig-
ten Kollegiums der
Gemeinsamen Gemein-
schaftskommission, zustän-
dig für die Gesundheit und
Soziale Maßnahmen



A. MARON

Het lid van het Verenigd
College van de
Gemeenschappelijke
Gemeenschapscommissie,
belast met Gezondheid en
Welzijn,


Le membre du Collège réuni
de la Commission
communautaire commune,
chargé la Santé et l'Action
sociale,

Das Mitglied des Vereinig-
ten Kollegiums der
Gemeinsamen Gemein-
schaftskommission, zustän-
dig für die Gesundheit und
Soziale Maßnahmen



E. VAN DEN BRANDT

<p>De Minister-Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met de Gezondheidspromotie, Gezin, Begroting en Openbaar Ambt,</p>	<p>La Ministre-Présidente de la Commission communautaire française chargée de la Promotion de la Santé, de la Famille, du Budget et de la Fonction publique,</p>	<p>Die Ministerpräsidentin der Französischen Gemeinschaftskommission, beauftragt mit Gesundheitsförderung, Familie, Haushalt und Öffentlichem Dienst</p>
--	--	--



B. TRACHTE

<p>Het lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie belast met Welzijn en Gezondheid,</p>	<p>Le membre du Collège de la Commission communautaire française chargé de l'Action sociale et de la Santé,</p>	<p>Das Mitglied des Kollegiums der Französischen Gemeinschaftskommission, beauftragt mit Sozialen Maßnahmen und Gesundheit</p>
--	---	--



A. MARON